

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XII LEGISLATURA —

N. 1456

DISEGNO DI LEGGE

presentato dal Ministro degli affari esteri

(MARTINO)

**di concerto col Ministro del bilancio e della programmazione
economica**

(PAGLIARINI)

col Ministro del tesoro

(DINI)

col Ministro delle risorse agricole, alimentari e forestali

(POLI BORTONE)

e col Ministro del commercio con l'estero

(BERNINI)

(V. Stampato Camera n. 1845)

approvato dalla Camera dei deputati il 2 marzo 1995

*Trasmesso dal Presidente della Camera dei deputati alla Presidenza
il 2 marzo 1995*

Ratifica ed esecuzione dell'Accordo internazionale del
1994 sul caffè, adottato a Londra dal Consiglio dell'Orga-
nizzazione internazionale del caffè con Risoluzione ICC
n. 366 del 30 marzo 1994

INDICE

Disegno di legge	»	3
Testo dell'Accordo	»	5
Traduzione non ufficiale della Risoluzione ICC n. 366 ..	»	57
Traduzione non ufficiale dell'Accordo	»	58

DISEGNO DI LEGGE**Art. 1.**

1. Il Presidente della Repubblica è autorizzato a ratificare l'Accordo internazionale del 1994 sul caffè, adottato a Londra dal Consiglio dell'Organizzazione internazionale del caffè con Risoluzione ICC n. 366 del 30 marzo 1994.

Art. 2.

1. Piena ed intera esecuzione è data all'Accordo di cui all'articolo 1 a decorrere dalla data della sua entrata in vigore in conformità a quanto disposto dall'articolo 40 dell'Accordo stesso.

Art. 3.

1. All'onere derivante dall'attuazione della presente legge, valutato in lire 67 milioni per l'anno 1995 ed in lire 47 milioni annue a decorrere dal 1996, si provvede mediante corrispondente riduzione dello stanziamento iscritto, ai fini del bilancio triennale 1995-1997, al capitolo 6856 dello stato di previsione del Ministero del tesoro per l'anno 1995, all'uopo parzialmente utilizzando l'accantonamento riguardante il Ministero degli affari esteri.

2. Il Ministro del tesoro è autorizzato ad apportare, con propri decreti, le occorrenti variazioni di bilancio.

Art. 4.

1. La presente legge entra in vigore il giorno successivo a quello della sua pubblicazione nella *Gazzetta Ufficiale*.

ACCORD INTERNATIONAL DE 1994 SUR LE CAFE





INTERNATIONAL COFFEE ORGANIZATION
ORGANIZACION INTERNACIONAL DEL CAFE
ORGANIZAÇÃO INTERNACIONAL DO CAFÉ
ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFE

Conseil international du Café
Soixante-quatrième session
21 - 30 mars 1994
Londres, Angleterre

ICC Résolution No. 366 (F)

31 mars 1994
Original : anglais

RESOLUTION NUMERO 366

(APPROUVÉE À LA QUATRIÈME SÉANCE PLÉNIÈRE, LE 30 MARS 1994)

ACCORD INTERNATIONAL DE 1994 SUR LE CAFE

LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFE

CONSIDERANT :

Que l'Accord international de 1983 sur le Café tel que prorogé restera en vigueur jusqu'au 30 septembre 1994 ;

Que le Conseil a négocié un nouvel accord et est convenu d'un texte,

DECIDE :

1. D'approuver le texte de l'Accord international de 1994 sur le Café reproduit dans le document EB-3467/94.
2. De demander au Directeur exécutif de mettre au point le texte définitif de l'Accord international de 1994 sur le Café dans les quatre langues officielles de l'Organisation et de certifier chaque texte conforme en vue de le transmettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.
3. De prier le Directeur exécutif de transmettre la présente Résolution au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies afin que l'Accord soit ouvert à la signature, conformément aux dispositions de l'Article 38 dudit Accord.

ACCORD INTERNATIONAL DE 1994 SUR LE CAFE

PREAMBULE

Les Gouvernements Parties au présent Accord,

Reconnaissant que le café revêt une importance exceptionnelle pour l'économie de nombreux pays qui dépendent dans une large mesure de ce produit pour leurs recettes d'exportation et, par conséquent, pour continuer leurs programmes de développement social et économique ;

Reconnaissant qu'il est nécessaire d'encourager la mise en valeur des ressources productives et d'élever et maintenir l'emploi et le revenu dans l'industrie caféière des pays Membres et d'y obtenir ainsi des salaires équitables, un plus haut niveau de vie et de meilleures conditions de travail ;

Considérant qu'une étroite coopération internationale dans le domaine des échanges de café permettra d'encourager la diversification et l'expansion de l'économie des pays producteurs de café et contribuera à l'amélioration des relations politiques et économiques entre pays exportateurs et pays importateurs de café ainsi qu'à l'accroissement de la consommation de café ;

Reconnaissant qu'il est souhaitable d'éviter un déséquilibre entre la production et la consommation qui peut donner lieu à des fluctuations de prix accusées, préjudiciables aux producteurs comme aux consommateurs ;

Considérant les liens qui existent entre la stabilité des échanges de café et la stabilité des marchés de produits manufacturés ;

Prenant note des avantages obtenus grâce à la coopération internationale suscitée par la mise en oeuvre des Accords internationaux de 1962, 1968, 1976 et 1983 sur le Café,

Sont convenus de ce qui suit :

CHAPITRE PREMIER — OBJECTIFS

ARTICLE PREMIER

Objectifs

Les objectifs du présent Accord sont :

- 1) D'accroître la coopération internationale dans le domaine des questions mondiales ayant trait au café ;
- 2) De fournir un cadre pour les consultations intergouvernementales et les négociations, le cas échéant, sur les questions ayant trait au café et sur les moyens de réaliser un équilibre judicieux entre l'offre et la demande mondiales dans des conditions qui assureront aux consommateurs un approvisionnement suffisant de café à des prix équitables et aux producteurs des débouchés à des prix rémunérateurs et qui permettront d'équilibrer de façon durable la production et la consommation ;
- 3) De faciliter l'expansion du commerce international du café grâce au recueil, à l'analyse et à la diffusion de statistiques et à la publication de prix indicatifs et autres cours du marché et de renforcer ainsi la transparence dans l'économie caféière mondiale ;
- 4) De servir de centre pour le recueil, l'échange et la publication de renseignements économiques et techniques sur le café ;
- 5) De promouvoir des études et recherches dans le domaine du café ; et
- 6) D'encourager et d'augmenter la consommation du café.

CHAPITRE II - DEFINITIONS

ARTICLE 2

Définitions

Aux fins du présent Accord :

- 1) *Café* désigne le grain et la cerise du caféier, qu'il s'agisse de café en parche, de café vert ou de café torréfié, et comprend le café moulu, le café décaféiné, le café liquide et le café soluble. Ces termes ont la signification suivante :
 - a) *Café vert* désigne tout café en grain, déparché, avant torréfaction ;
 - b) *Cerise de café séchée* désigne le fruit séché du caféier ; l'équivalent en café vert des cerises de café séchées s'obtient en multipliant par 0,50 le poids net des cerises séchées ;
 - c) *Café en parche* désigne le grain de café vert dans sa parche ; l'équivalent en café vert du café en parche s'obtient en multipliant par 0,80 le poids net du café en parche ;
 - d) *Café torréfié* désigne le café vert torréfié à un degré quelconque, et comprend le café moulu ; l'équivalent en café vert du café torréfié s'obtient en multipliant par 1,19 le poids net du café torréfié ;
 - e) *Café décaféiné* désigne le café vert, torréfié ou soluble, après extraction de caféine ; l'équivalent en café vert du café décaféiné s'obtient en multipliant par 1, 1,19 ou 2,6 respectivement, le poids net du café décaféiné vert, torréfié ou soluble ;

- f) *Café liquide* désigne les solides solubles dans l'eau obtenus à partir du café torréfié et présentés sous forme liquide ; l'équivalent en café vert du café liquide s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net des solides de café déshydratés contenus dans le café liquide ; et
- g) *Café soluble* désigne les solides, déshydratés et solubles dans l'eau, obtenus à partir du café torréfié ; l'équivalent en café vert du café soluble s'obtient en multipliant par 2,6 le poids net du café soluble.
- 2) *Sac* désigne 60 kilogrammes, soit 132,276 livres de café vert ; *tonne* désigne une masse de 1 000 kilogrammes, soit 2 204,6 livres ; *livre* désigne 453,597 grammes.
- 3) *Année caféière* désigne la période de douze mois qui va du 1 octobre au 30 septembre.
- 4) *Organisation* signifie l'Organisation internationale du Café ; *Conseil* signifie le Conseil international du Café.
- 5) *Partie Contractante* signifie un gouvernement ou une organisation intergouvernementale mentionné au paragraphe 3) de l'Article 4 qui a déposé un instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'application provisoire du présent Accord en vertu des Articles 39 et 40 ou fait adhésion à cet Accord en vertu de l'Article 41.
- 6) *Membre* signifie une Partie Contractante ; un ou des territoires désignés qui ont été déclarés comme Membre séparé en vertu de l'Article 5 ; plusieurs Parties Contractantes, plusieurs territoires désignés, ou plusieurs Parties Contractantes et territoires désignés qui font partie de l'Organisation en tant que groupe Membre, en vertu de l'Article 6.

- 7) *Membre exportateur* ou *pays exportateur* désigne respectivement un Membre ou un pays qui est exportateur net de café, c'est-à-dire un Membre ou un pays dont les exportations dépassent les importations.
- 8) *Membre importateur* ou *pays importateur* désigne respectivement un Membre ou un pays qui est importateur net de café, c'est-à-dire un Membre ou un pays dont les importations dépassent les exportations.
- 9) *Majorité répartie simple* signifie un vote requérant plus de la moitié des voix exprimées par les Membres exportateurs présents votant et plus de la moitié des voix exprimées par les Membres importateurs présents votant, comptées séparément.
- 10) *Majorité répartie des deux tiers* signifie un vote requérant plus des deux tiers des voix exprimées par les Membres exportateurs présents votant et plus des deux tiers des voix exprimées par les Membres importateurs présents votant, comptées séparément.
- 11) *Entrée en vigueur* signifie, sauf indication contraire, la date à laquelle l'Accord entre en vigueur, provisoirement ou définitivement.
- 12) *Production exportable* désigne la production totale de café d'un pays exportateur pendant une année ou une campagne caféière donnée, diminuée de la quantité prévue pour les besoins de la consommation intérieure pendant la même année.
- 13) *Disponibilités à l'exportation* désigne la production exportable d'un pays exportateur au cours d'une année caféière donnée, augmentée des stocks reportés des années précédentes.

CHAPITRE III - ENGAGEMENTS GENERAUX DES MEMBRES**ARTICLE 3****Engagements généraux des Membres**

- 1) Les Membres s'engagent à prendre toutes les mesures nécessaires pour leur permettre de remplir les obligations que leur impose le présent Accord et de coopérer pleinement entre eux pour obtenir la réalisation des objectifs de cet Accord ; les Membres s'engagent en particulier à fournir tous les renseignements nécessaires pour faciliter le fonctionnement de l'Accord.
- 2) Les Membres reconnaissent que les certificats d'origine constituent une source importante de renseignements sur les échanges de café. En conséquence, les Membres exportateurs assument la responsabilité de veiller à ce que les certificats d'origine soient correctement délivrés et utilisés à bon escient, conformément à la réglementation établie par le Conseil.
- 3) Les Membres reconnaissent en outre que les renseignements sur les réexportations sont également importants pour procéder à l'analyse appropriée de l'économie caféière mondiale. En conséquence, les Membres importateurs s'engagent à fournir des renseignements réguliers et précis sur les réexportations, sous la forme et de la manière qui sont déterminées par le Conseil.

CHAPITRE IV - MEMBRES**ARTICLE 4****Membres de l'Organisation**

- 1) Chaque Partie Contractante constitue, avec ceux des territoires auxquels l'Accord s'applique en vertu du paragraphe 1) de l'Article 43, un seul et même Membre de l'Organisation, sous réserve des dispositions prévues aux Articles 5 et 6.
- 2) Dans des conditions à convenir par le Conseil, un Membre peut changer de catégorie.
- 3) Toute mention du mot *Gouvernement* dans le présent Accord est réputée valoir pour la Communauté européenne ou une organisation intergouvernementale ayant des responsabilités comparables en ce qui concerne la négociation, la conclusion et l'application d'accords internationaux, en particulier d'accords sur des produits de base.
- 4) Une telle organisation intergouvernementale n'a pas elle-même de voix mais, en cas de vote sur des questions relevant de sa compétence, elle est autorisée à disposer des voix de ses Etats Membres, et elle les exprime en bloc. Dans ce cas, les Etats Membres de cette organisation intergouvernementale ne sont pas autorisés à exercer individuellement leurs droits de vote.
- 5) Une telle organisation intergouvernementale n'est pas éligible au Comité exécutif au titre du paragraphe 1) de l'Article 17 mais peut participer aux discussions du Comité exécutif sur les questions relevant de sa compétence. En cas de vote sur des questions

relevant de sa compétence et par dérogation aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 20, les voix dont ses Etats Membres sont autorisés à disposer au Comité exécutif sont exprimées en bloc par l'un quelconque de ces Etats Membres:

ARTICLE 5

Participation séparée de territoires désignés

Toute Partie Contractante qui est importatrice nette de café peut, à tout moment, par la notification prévue au paragraphe 2) de l'Article 43, déclarer qu'elle participe à l'Organisation indépendamment de tout territoire qu'elle désigne parmi ceux dont elle assure la représentation internationale qui sont exportateurs nets de café. Dans ce cas, le territoire métropolitain et les territoires non désignés constituent un seul et même Membre, et les territoires désignés ont, individuellement ou collectivement selon les termes de la notification, la qualité de Membre distinct.

ARTICLE 6

Participation en groupe

1) Deux ou plusieurs Parties Contractantes qui sont exportatrices nettes de café peuvent, par notification adressée au Conseil et au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies lors du dépôt de leurs instruments respectifs de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, déclarer qu'elles sont Membres de l'Organisation en tant que groupe. Un territoire auquel le présent Accord s'applique en vertu du paragraphe 1) de l'Article 43 peut faire partie d'un tel groupe si

le gouvernement de l'Etat qui assure ses relations internationales a adressé la notification prévue au paragraphe 2) de l'Article 43. Ces Parties Contractantes et ces territoires désignés doivent remplir les conditions suivantes :

- a) Se déclarer disposés à accepter la responsabilité, aussi bien individuelle que collective, du respect des obligations du groupe ; et
- b) Prouver par la suite à la satisfaction du Conseil :
 - i) Que le groupe a l'organisation nécessaire à l'application d'une politique commune en matière de café, et qu'ils ont les moyens de s'acquitter, conjointement avec les autres membres du groupe, des obligations que leur impose le présent Accord ; et
 - ii) Qu'ils ont une politique commerciale et économique commune ou coordonnée en matière de café et une politique monétaire et financière coordonnée ainsi que les organes nécessaires à l'application de ces politiques, de façon que le Conseil soit assuré que le groupe est en mesure de se conformer à toutes les obligations collectives qui en découlent.

2) Tout groupe Membre reconnu aux termes de l'Accord international de 1983 sur le Café continue à être reconnu comme groupe à moins qu'il ne notifie au Conseil qu'il ne souhaite plus être reconnu comme tel.

3) Le groupe Membre constitue un seul et même Membre de l'Organisation, étant toutefois entendu que chaque membre du groupe sera traité en Membre distinct pour les questions qui relèvent des dispositions suivantes :

- a) Articles 11 et 12 ; et
- b) Article 46.

4) Les Parties Contractantes et les territoires désignés qui entrent en tant que groupe indiquent le gouvernement ou l'organisation qui les représentera au Conseil pour les questions dont traite le présent Accord, à l'exception de celles qui sont énumérées au paragraphe 3) du présent Article.

5) Le droit de vote du groupe s'exerce de la façon suivante :

a) Le groupe Membre a, pour chiffre de base, le même nombre de voix qu'un seul pays Membre entré à titre individuel dans l'Organisation. Le gouvernement ou l'organisation qui représente le groupe reçoit ces voix et en dispose ; et

b) Au cas où la question mise aux voix rentre dans le cadre des dispositions énoncées au paragraphe 3) du présent Article, les divers membres du groupe peuvent disposer séparément des voix que leur attribue le paragraphe 3) de l'Article 13, comme si chacun d'eux était un Membre individuel de l'Organisation, sauf que les voix du chiffre de base restent attribuées au gouvernement ou à l'organisation qui représente le groupe.

6) Toute Partie Contractante ou tout territoire désigné qui fait partie d'un groupe peut, par notification au Conseil, se retirer de ce groupe et devenir Membre distinct. Ce retrait prend effet lors de la réception de la notification par le Conseil. Quand un des membres d'un groupe s'en retire ou cesse d'être un Membre de l'Organisation, les autres membres du groupe peuvent demander au Conseil de maintenir ce groupe ; le groupe conserve son existence à moins que le Conseil ne rejette cette demande. En cas de dissolution du groupe, chacun de ses ex-membres devient un Membre distinct. Un Membre qui a cessé d'appartenir à un groupe ne peut pas redevenir membre d'un groupe quelconque tant que le présent Accord reste en vigueur.

7) Toute Partie Contractante qui souhaite faire partie d'un groupe Membre après l'entrée en vigueur du présent Accord peut le faire par notification au Conseil à condition que :

- a) Les autres membres du groupe déclarent qu'ils sont disposés à accepter le Membre en question comme partie du groupe Membre ; et
- b) Elle notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elle fait partie du groupe.

8) Deux ou plusieurs Membres exportateurs peuvent, une fois que le présent Accord est entré en vigueur, demander à tout moment au Conseil l'autorisation de se constituer en groupe. Le Conseil les y autorise s'il constate qu'ils lui ont adressé la déclaration et les preuves exigées au paragraphe 1) du présent Article. Dès que le Conseil a donné cette autorisation, les dispositions des paragraphes 3), 4), 5) et 6) du présent Article deviennent applicables au groupe.

CHAPITRE V — ORGANISATION INTERNATIONALE DU CAFE

ARTICLE 7

Siège et structure de l'Organisation internationale du Café

- 1) L'Organisation internationale du Café créée par l'Accord international de 1962 sur le Café continue d'exister pour assurer la mise en oeuvre du présent Accord et en surveiller le fonctionnement.
- 2) L'Organisation a son siège à Londres, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix.
- 3) L'Organisation exerce ses fonctions par l'intermédiaire du Conseil international du Café, du Comité exécutif, du Directeur exécutif et du personnel.

ARTICLE 8

Privilèges et immunités

- 1) L'Organisation possède la personnalité juridique. Elle a notamment la capacité de contracter, d'acquérir et d'aliéner des biens immobiliers et mobiliers, ainsi que d'ester en justice.
- 2) Le statut, les privilèges et les immunités de l'Organisation, du Directeur exécutif, des membres du personnel et des experts, ainsi que des représentants des pays Membres pendant les séjours que l'exercice de leurs fonctions les amène à effectuer sur le territoire du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord continueront à être régis par

l'Accord de siège conclu entre le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (ci-après dénommé Gouvernement hôte) et l'Organisation en date du 28 mai 1969.

3) L'Accord de siège mentionné au paragraphe 2) du présent Article est indépendant du présent Accord. Toutefois, il prendrait fin :

- a) Par consentement mutuel du Gouvernement hôte et de l'Organisation ;
- b) Dans le cas où le siège de l'Organisation serait transféré hors du territoire du Gouvernement hôte ; ou
- c) Dans le cas où l'Organisation cesserait d'exister.

4) L'Organisation peut conclure avec un ou plusieurs autres Membres des accords qui devront recevoir l'approbation du Conseil, portant sur les privilèges et immunités qui pourraient être nécessaires pour le bon fonctionnement du présent Accord.

5) Les gouvernements des pays Membres autres que le Gouvernement hôte accordent à l'Organisation les mêmes facilités en ce qui concerne les réglementations monétaires ou de change, le maintien de comptes bancaires et le transfert de fonds, que celles qui sont accordées aux institutions spécialisées de l'Organisation des Nations Unies.

CHAPITRE VI -- CONSEIL INTERNATIONAL DU CAFE**ARTICLE 9****Composition du Conseil international du Café**

- 1) L'autorité suprême de l'Organisation est le Conseil international du Café, qui se compose de tous les Membres de l'Organisation.
- 2) Chaque Membre nomme un représentant au Conseil et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque Membre peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.

ARTICLE 10**Pouvoirs et fonctions du Conseil**

- 1) Le Conseil, investi de tous les pouvoirs que confère expressément le présent Accord, a les pouvoirs et exerce les fonctions nécessaires à l'exécution des dispositions de cet Accord.
- 2) Le Conseil établit un Comité de vérification des pouvoirs qui est chargé d'examiner les notifications écrites faites au Président au sujet des dispositions du paragraphe 2) de l'Article 9, du paragraphe 3) de l'Article 12 et du paragraphe 2) de l'Article 14. Le Comité de vérification des pouvoirs fait rapport sur ses travaux au Conseil.
- 3) Outre le Comité de vérification des pouvoirs, le Conseil peut établir tout comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire.
- 4) Le Conseil arrête, à la majorité répartie des deux tiers des voix, les règlements nécessaires à l'exécution du présent Accord et conforme à ses dispositions, notamment son

propre règlement intérieur et les règlements applicables à la gestion financière de l'Organisation et à son personnel. Le Conseil peut prévoir dans son règlement intérieur une procédure qui lui permette de prendre, sans se réunir, des décisions sur des points déterminés.

5) En outre, le Conseil tient à jour la documentation nécessaire à l'accomplissement des fonctions que lui confère le présent Accord, et toute autre documentation qu'il juge souhaitable.

ARTICLE 11

Président et Vice-Présidents du Conseil

1) Le Conseil élit pour chaque année caféière un Président de même qu'un premier, un deuxième et un troisième Vice-Présidents qui ne sont pas rémunérés par l'Organisation.

2) En règle générale, le Président et le premier Vice-Président sont tous deux élus parmi les représentants des Membres exportateurs ou parmi les représentants des Membres importateurs, et les deuxième et troisième Vice-Présidents parmi les représentants de l'autre catégorie. Cette répartition alterne chaque année caféière.

3) Ni le Président ni le Vice-Président qui fait fonction de Président n'a le droit de vote. Dans ce cas, leur suppléant exerce le droit de vote du Membre.

ARTICLE 12

Sessions du Conseil

- 1) En règle générale, le Conseil se réunit deux fois par an en session ordinaire. Il peut tenir des sessions extraordinaires s'il en décide ainsi. Des sessions extraordinaires se tiennent aussi à la demande du Comité exécutif, ou de cinq Membres, ou d'un ou plusieurs Membres réunissant 200 voix au minimum. Les sessions du Conseil sont annoncées au moins 30 jours à l'avance, sauf en cas d'urgence auquel cas elles sont annoncées au moins 10 jours à l'avance.
- 2) Les sessions se tiennent au siège de l'Organisation, à moins que le Conseil n'en décide autrement à la majorité répartie des deux tiers des voix. Si un Membre invite le Conseil à se réunir sur son territoire et si le Conseil donne son accord, les frais qui en résultent, en sus de ceux qui sont encourus lorsque la session a lieu au siège, sont à la charge de ce Membre.
- 3) Le Conseil peut inviter tout pays non membre ou toute organisation visée à l'Article 16 à assister à n'importe laquelle de ses sessions en qualité d'observateur. Si une telle invitation est acceptée, le pays ou l'organisation en question envoie au Président une notification écrite à cet effet. Dans cette notification, il peut, s'il le désire, demander l'autorisation de faire des déclarations au Conseil.
- 4) Le quorum exigé pour toute réunion du Conseil est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres exportateurs et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres importateurs. Si, au commencement d'une réunion du Conseil ou d'une réunion plénière, le quorum n'est pas atteint, le Président décide de retarder l'ouverture de la séance ou de la réunion plénière

pendant au moins trois heures. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est pas encore atteint, le Président peut à nouveau différer l'ouverture de la séance ou de la réunion plénière pendant au moins trois heures. Si, à la fin de ce nouveau renvoi, le quorum n'est toujours pas atteint, le quorum exigé pour ouvrir ou reprendre la séance ou la réunion plénière est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres exportateurs et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres importateurs. Les Membres représentés par procuration en vertu du paragraphe 2) de l'Article 14 sont considérés comme présents.

ARTICLE 13

Voix

- 1) Les Membres exportateurs ont ensemble 1 000 voix et les Membres importateurs également ; ces voix sont réparties à l'intérieur de chaque catégorie, celle des exportateurs et celle des importateurs, comme l'indiquent les paragraphes ci-après du présent Article.
- 2) Chaque Membre a, comme chiffre de base, cinq voix.
- 3) Le restant des voix des Membres exportateurs est réparti entre ces Membres au prorata du volume moyen de leurs exportations respectives de café toutes destinations pendant les quatre années civiles précédentes.
- 4) Le restant des voix des Membres importateurs est réparti entre ces Membres au prorata du volume moyen de leurs importations respectives de café pendant les quatre années civiles précédentes.

- 5) Le Conseil répartit les voix au début de chaque année caféière en vertu du présent Article et cette répartition reste en vigueur pendant l'année en question, sauf dans les cas prévus au paragraphe 6) du présent Article.
- 6) Quand un changement survient dans la participation à l'Organisation ou si le droit de vote d'un Membre est suspendu ou rétabli en vertu de l'Article 23 ou de l'Article 37, le Conseil procède à une nouvelle répartition des voix, qui obéit aux dispositions du présent Article.
- 7) Aucun Membre n'a plus de 400 voix.
- 8) Il ne peut y avoir de fraction de voix.

ARTICLE 14

Procédure de vote du Conseil

- 1) Chaque Membre dispose de toutes les voix qu'il détient et n'est pas autorisé à les diviser. Il peut cependant disposer différemment des voix qui lui sont données par procuration, conformément aux dispositions du paragraphe 2) du présent Article.
- 2) Tout Membre exportateur peut autoriser tout autre Membre exportateur et tout Membre importateur peut autoriser tout autre Membre importateur à représenter ses intérêts et à exercer son droit de vote à une ou plusieurs séances du Conseil. La limitation prévue au paragraphe 7) de l'Article 13 ne s'applique pas dans ce cas.

ARTICLE 15

Décisions du Conseil

- 1) Le Conseil prend toutes ses décisions et fait toutes ses recommandations à la majorité répartie simple des voix, sauf disposition contraire du présent Accord.
- 2) La procédure suivante s'applique à toute décision que le Conseil doit, aux termes du présent Accord, prendre à la majorité répartie des deux tiers des voix :
 - a) Si la proposition n'obtient pas la majorité répartie des deux tiers des voix en raison du vote négatif d'un, deux ou trois Membres exportateurs ou d'un, deux ou trois Membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi à la majorité des Membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les 48 heures ;
 - b) Si, à ce deuxième scrutin, la proposition n'obtient encore pas la majorité répartie des deux tiers des voix, en raison du vote négatif d'un ou deux Membres exportateurs ou d'un ou deux Membres importateurs, elle est, si le Conseil en décide ainsi à la majorité des Membres présents et à la majorité répartie simple des voix, remise aux voix dans les 24 heures ;
 - c) Si, à ce troisième scrutin, la proposition n'obtient toujours pas la majorité répartie des deux tiers des voix en raison du vote négatif d'un Membre exportateur ou d'un Membre importateur, elle est considérée comme adoptée ; et
 - d) Si le Conseil ne remet pas une proposition aux voix, elle est considérée comme repoussée.
- 3) Les Membres s'engagent à accepter comme obligatoires toutes les décisions que le Conseil prend en vertu du présent Accord.

ARTICLE 16

Collaboration avec d'autres organisations

1) Le Conseil peut prendre des dispositions pour avoir des consultations et collaborer avec l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées, ainsi que d'autres organisations intergouvernementales appropriées. Il utilise au mieux les mécanismes du Fonds commun des produits de base. Ces dispositions peuvent comprendre les mesures financières que le Conseil considère opportunes pour atteindre les objectifs du présent Accord. Toutefois, en ce qui concerne la mise en oeuvre de tout projet dans le cadre de ces mesures, l'Organisation n'assume aucune obligation financière, y compris au titre de garanties données par des Membres ou par d'autres entités. Aucun Membre n'assume une quelconque responsabilité, au motif de son appartenance à l'Organisation, du fait des emprunts contractés ou des prêts consentis par tout autre Membre ou toute autre entité dans le cadre de tels projets.

2) Lorsque cela est possible, l'Organisation peut recueillir auprès des pays Membres, des pays non membres et des agences donatrices et autres agences, des renseignements sur les projets et programmes de développement centrés sur le secteur caféier. Le cas échéant et avec l'accord des parties en cause, l'Organisation peut mettre ces renseignements à la disposition de ces autres organisations ainsi que des Membres.

CHAPITRE VII -- COMITE EXECUTIF

ARTICLE 17

Composition et réunions du Comité exécutif

- 1) Le Comité exécutif se compose de huit Membres exportateurs et de huit Membres importateurs élus pour chaque année caféière conformément aux dispositions de l'Article 18. Les Membres représentés au Comité exécutif sont rééligibles.
- 2) Chaque Membre représenté au Comité exécutif désigne un représentant et, s'il le désire, un ou plusieurs suppléants. En outre, chaque Membre représenté au Comité exécutif peut désigner un ou plusieurs conseillers pour accompagner son représentant ou ses suppléants.
- 3) Elus pour chaque année caféière par le Conseil, le Président et le Vice-Président du Comité exécutif sont rééligibles. Ils ne sont pas rémunérés par l'Organisation. Ni le Président ni le Vice-Président qui fait fonction de Président n'a le droit de vote aux réunions du Comité exécutif. Son suppléant exerce dans ce cas le droit de vote du Membre. En règle générale, le Président et le Vice-Président sont tous deux élus parmi les représentants de la même catégorie de Membres pour chaque année caféière.
- 4) Le Comité exécutif se réunit normalement au siège de l'Organisation, mais peut se réunir ailleurs si le Conseil le décide à la majorité répartie des deux tiers des voix. Si le Conseil accepte l'invitation d'un Membre à tenir une réunion du Comité exécutif sur son territoire, les dispositions du paragraphe 2) de l'Article 12 concernant les sessions du Conseil sont également applicables.
- 5) Le quorum exigé pour toute réunion du Comité exécutif est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant les deux tiers au moins

du total des voix des Membres exportateurs élus au Comité exécutif et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant les deux tiers au moins du total des voix des Membres importateurs élus au Comité exécutif. Si, au commencement d'une réunion du Comité exécutif, le quorum n'est pas atteint, le Président du Comité exécutif décide de retarder l'ouverture de la réunion pendant au moins trois heures. Si, à l'heure prévue pour la nouvelle réunion, le quorum n'est pas encore atteint, le Président peut à nouveau différer l'ouverture de la réunion pendant au moins trois heures. Si, à la fin de ce nouveau renvoi, le quorum n'est toujours pas atteint, le quorum exigé pour ouvrir la réunion est constitué par la présence de plus de la moitié des Membres exportateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres exportateurs élus au Comité exécutif et de plus de la moitié des Membres importateurs détenant la moitié au moins du total des voix des Membres importateurs élus au Comité exécutif.

ARTICLE 18

Election du Comité exécutif

1) Les Membres exportateurs de l'Organisation élisent les Membres exportateurs du Comité exécutif, et les Membres importateurs de l'Organisation les Membres importateurs du Comité exécutif. Les élections de chaque catégorie ont lieu selon les dispositions suivantes.

2) Chaque Membre vote pour un seul candidat, en lui accordant toutes les voix dont il dispose en vertu de l'Article 13. Il peut accorder à un autre candidat les voix dont il disposerait par procuration conformément aux dispositions du paragraphe 2) de l'Article 14.

3) Les huit candidats qui recueillent le plus grand nombre de voix sont élus ; toutefois, aucun candidat n'est élu au premier tour de scrutin s'il n'a pas obtenu 75 voix au moins.

4) Si moins de huit candidats sont élus au premier tour de scrutin selon les dispositions du paragraphe 3) du présent Article, de nouveaux tours de scrutin ont lieu, auxquels seuls participent les Membres qui n'ont voté pour aucun des candidats élus. A chaque nouveau tour de scrutin, le minimum de voix nécessaire pour être élu diminue successivement de cinq unités jusqu'à ce que les huit candidats soient élus.

5) Un Membre qui n'a pas voté pour un des Membres élus confère à l'un d'entre eux les voix dont il dispose, sous réserve des dispositions des paragraphes 6) et 7) du présent Article.

6) On considère qu'un Membre a obtenu les voix qui lui ont été données lors de son élection, plus les voix qui lui ont été conférées plus tard, à condition que le total des voix ne dépasse 499 pour aucun Membre élu.

7) Au cas où les voix considérées comme obtenues par un Membre élu dépasseraient 499, les Membres qui ont voté pour ce Membre élu ou qui lui ont conféré leurs voix s'entendent pour qu'un ou plusieurs d'entre eux retirent les voix qu'ils lui ont accordées et les confèrent ou les transfèrent à un autre Membre élu, de façon que les voix obtenues par chaque Membre élu ne dépassent pas le chiffre limite de 499.

ARTICLE 19

Compétence du Comité exécutif

- 1) Le Comité exécutif est responsable devant le Conseil et travaille selon ses directives générales.
- 2) Le Conseil peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, déléguer au Comité exécutif tout ou partie de ses pouvoirs à l'exclusion des suivants :
 - a) Voter le budget administratif et fixer les cotisations, en vertu de l'Article 22 ;
 - b) suspendre le droit de vote d'un Membre, en vertu de l'Article 37 ;
 - c) Se prononcer sur les différends, en vertu de l'Article 37 ;
 - d) Fixer des conditions d'adhésion, en vertu de l'Article 41 ;
 - e) Décider l'exclusion d'un Membre de l'Organisation, en vertu de l'Article 45 ;
 - f) Prendre une décision sur la question de soumettre l'Accord à de nouvelles négociations, de le proroger ou de le résilier, en vertu de l'Article 47 ; et
 - g) Recommander un amendement aux Membres, en vertu de l'Article 48.
- 3) Le Conseil peut à tout moment, à la majorité répartie simple des voix, annuler les pouvoirs qu'il a délégués au Comité exécutif.
- 4) Le Comité exécutif établit un Comité des finances qui, conformément aux dispositions de l'Article 22, est chargé de surveiller la préparation du budget administratif à soumettre à l'approbation du Conseil et d'exercer toute autre fonction qui lui a été attribuée par le Comité exécutif, y compris la surveillance des recettes et des dépenses. Le Comité des finances fait rapport sur ses travaux au Comité exécutif.

- 5) Outre le Comité des finances, le Comité exécutif peut établir tout autre comité ou groupe de travail qu'il juge nécessaire.

ARTICLE 20

Procédure de vote du Comité exécutif

- 1) Chaque Membre du Comité exécutif dispose des voix qu'il a obtenues en vertu des paragraphes 6) et 7) de l'Article 18. Le vote par procuration n'est pas admis. Aucun Membre du Comité exécutif n'est autorisé à partager ses voix.
- 2) Les décisions du Comité sont prises à la même majorité que les décisions analogues du Conseil.

CHAPITRE VIII -- FINANCES**ARTICLE 21****Dispositions financières**

- 1) Les dépenses des délégations au Conseil, ainsi que des représentants au Comité exécutif et à tout autre comité du Conseil ou du Comité exécutif, sont à la charge de l'Etat qu'ils représentent.
- 2) Les autres dépenses qu'entraîne l'application du présent Accord sont couvertes par les cotisations annuelles des Membres qui sont réparties comme il est dit à l'Article 22 ainsi que par les recettes de la vente de services particuliers aux Membres et de la vente des renseignements et études résultant de l'application des dispositions des Articles 27 et 29.
- 3) L'exercice financier de l'Organisation coïncide avec l'année caféière.

ARTICLE 22**Vote du budget administratif et
fixation des cotisations**

- 1) Au second semestre de chaque exercice financier, le Conseil vote le budget administratif de l'Organisation pour l'exercice financier suivant et répartit les cotisations des Membres à ce budget. Le budget administratif est préparé par le Directeur exécutif sous la surveillance du Comité des finances conformément aux dispositions du paragraphe 4) de l'Article 19.
- 2) Pour chaque exercice financier, la cotisation de chaque Membre au budget administratif est proportionnelle au rapport qu'il y a, au moment du vote du budget administratif, entre le nombre des voix dont il dispose et le nombre de voix dont disposent

tous les Membres réunis. Si toutefois, au début de l'exercice financier pour lequel les cotisations sont fixées, la répartition des voix entre les Membres se trouve changée en vertu du paragraphe 5) de l'Article 13, le Conseil ajuste les cotisations en conséquence pour cet exercice. Pour déterminer les cotisations, on dénombre les voix de chaque Membre sans tenir compte de la suspension éventuelle du droit de vote d'un Membre ou de la redistribution des voix qui aurait pu en résulter.

3) Le Conseil fixe la cotisation initiale de tout pays qui devient Membre de l'Organisation après l'entrée en vigueur du présent Accord en fonction du nombre des voix qui lui sont attribuées et de la fraction non écoulée de l'exercice en cours ; mais les cotisations assignées aux autres Membres pour l'exercice en cours restent inchangées.

ARTICLE 23

Versement des cotisations

- 1) Les cotisations au budget administratif de chaque exercice financier sont payables en monnaie librement convertible et sont exigibles au premier jour de l'exercice.
- 2) Un Membre qui ne s'est pas acquitté intégralement de sa cotisation au budget administratif dans les six mois de son exigibilité perd, jusqu'au moment où il s'en acquitte, son droit de voter au Conseil et de voter ou de faire voter pour lui au Comité exécutif. Cependant, sauf décision prise par le Conseil à la majorité répartie des deux tiers des voix, ce Membre n'est privé d'aucun des autres droits que lui confère le présent Accord, ni relevé d'aucune des obligations que celui-ci lui impose.
- 3) Un Membre dont le droit de vote est suspendu, en application soit des dispositions du paragraphe 2) du présent Article, soit des dispositions de l'Article 37, reste néanmoins tenu de verser sa cotisation.

ARTICLE 24**Responsabilités financières**

1) L'Organisation, fonctionnant de la manière indiquée dans le paragraphe 3) de l'Article 7, n'est pas habilitée à contracter une quelconque obligation n'entrant pas dans le champ d'application du présent Accord, et ne peut être réputée avoir été autorisée à le faire par les Membres ; en particulier, elle n'a pas qualité pour emprunter de l'argent. Dans l'exercice de sa faculté de contracter, l'Organisation insère dans ses contrats les conditions du présent Article de façon à les porter à la connaissance des autres parties intéressées ; toutefois, si ces conditions ne sont pas insérées, le contrat n'est pas pour autant frappé de nullité et l'Organisation n'est pas réputée avoir outrepassé les pouvoirs à elle conférés.

2) La responsabilité financière d'un Membre se limite à ses obligations concernant les contributions expressément prévues dans le présent Accord. Les tierces parties traitant avec l'Organisation sont censées avoir connaissance des dispositions du présent Accord relatives aux responsabilités financières des Membres.

ARTICLE 25**Vérification et publication des comptes**

Le plus tôt possible et six mois au plus tard après la clôture de chaque exercice financier, le Conseil est saisi, pour approbation et publication, d'un état, vérifié par expert agréé, des recettes et dépenses de l'Organisation pendant cet exercice financier.

CHAPITRE IX — DIRECTEUR EXECUTIF ET PERSONNEL**ARTICLE 26****Directeur exécutif et personnel**

- 1) Le Conseil nomme le Directeur exécutif sur la recommandation du Comité exécutif. Il fixe les conditions d'emploi du Directeur exécutif ; elles sont comparables à celles des fonctionnaires homologues d'organisations intergouvernementales similaires.
- 2) Le Directeur exécutif est le chef des services administratifs de l'Organisation ; il est responsable de l'exécution des tâches qui lui incombent dans l'administration du présent Accord.
- 3) Le Directeur exécutif nomme le personnel conformément au règlement arrêté par le Conseil.
- 4) Le Directeur exécutif et les autres fonctionnaires ne doivent avoir aucun intérêt financier ni dans l'industrie caféière ni dans le commerce ou le transport du café.
- 5) Dans l'accomplissement de leurs devoirs, le Directeur exécutif et le personnel ne sollicitent ni n'acceptent d'instructions d'aucun Membre, ni d'aucune autorité extérieure à l'Organisation. Ils s'abstiennent de tout acte incompatible avec leur situation de fonctionnaires internationaux et ne sont responsables qu'envers l'Organisation. Chaque Membre s'engage à respecter le caractère exclusivement international des fonctions du Directeur exécutif et du personnel et à ne pas chercher à les influencer dans l'exécution de leur tâche.

CHAPITRE X — INFORMATION, ETUDES ET RECHERCHES

ARTICLE 27

Information

- 1) L'Organisation sert de centre pour recueillir, échanger et publier :
 - a) Des renseignements statistiques sur la production, les prix, les exportations et les importations, la distribution et la consommation du café dans le monde ; et
 - b) Dans la mesure où elle le juge approprié, des renseignements techniques sur la culture, le traitement et l'utilisation du café.

- 2) Le Conseil peut demander aux Membres de lui donner, en matière de café, les renseignements qu'il juge nécessaire à son activité, notamment des rapports statistiques périodiques sur la production, les tendances de la production, les exportations et les importations, la distribution, la consommation, les stocks, les prix et l'imposition, mais il ne rend public aucun renseignement qui permettrait d'identifier les opérations d'individus ou de firmes qui produisent, traitent ou écoulent du café. Les Membres communiquent sous une forme aussi détaillée et précise que possible les renseignements demandés.

- 3) Le Conseil institue un système de prix indicatifs capable de permettre la publication d'un prix indicatif quotidien composé.

- 4) Si un Membre ne donne pas ou a peine à donner dans un délai normal les renseignements, statistiques ou autres, dont le Conseil a besoin pour la bonne marche de

l'Organisation, le Conseil peut exiger du Membre en question qu'il explique les raisons de ce manquement. S'il constate qu'il faut fournir à cet égard une aide technique, le Conseil peut prendre les mesures nécessaires.

ARTICLE 28

Certificats d'origine

- 1) Afin de faciliter le recueil de statistiques sur le commerce international du café et de vérifier les quantités de café qui ont été exportées par chaque Membre exportateur, l'Organisation institue un système de certificats d'origine qui obéit aux règles approuvées par le Conseil.
- 2) Tout le café exporté par un Membre exportateur est accompagné d'un certificat d'origine valide. Les certificats d'origine sont délivrés, conformément au règlement pertinent du Conseil, par l'organisme qualifié que ce Membre a choisi et que l'Organisation a approuvé.
- 3) Chaque Membre exportateur communique à l'Organisation le nom de l'organisme gouvernemental ou non gouvernemental qu'il a désigné pour remplir les fonctions prévues au paragraphe 2) du présent Article. L'Organisation approuve nommément un organisme non gouvernemental conformément aux règles approuvées par le Conseil.

ARTICLE 29

Etudes et recherches

- 1) L'Organisation favorise la préparation d'études et de recherches sur les conditions économiques de la production et de la distribution du café, l'incidence des mesures prises

par les gouvernements dans les pays producteurs et dans les pays consommateurs sur la production et la consommation du café, et la possibilité d'accroître la consommation de café dans ses usages traditionnels et éventuellement par de nouveaux usages.

2) Afin de mettre en oeuvre les dispositions du paragraphe 1) du présent Article, le Conseil adopte, à la deuxième session ordinaire de chaque année caféière, un projet de programme de travail annuel des études et recherches, accompagné d'estimations concernant les ressources nécessaires, qui est établi par le Directeur exécutif.

3) Le Conseil peut approuver la préparation par l'Organisation d'études et de recherches à effectuer conjointement ou avec la collaboration d'autres organisations et institutions. Dans ce cas, le Directeur exécutif présente au Conseil un compte détaillé des ressources nécessaires à fournir par l'Organisation ou par le partenaire ou les partenaires participant au projet.

4) Les études et recherches à mener par l'Organisation en application des dispositions du présent Article sont financées à l'aide de ressources figurant dans le budget administratif, préparé conformément aux dispositions du paragraphe 1) de l'Article 22, et sont exécutées par les membres du personnel de l'Organisation et par des experts-conseils si besoin est.

CHAPITRE XI - DISPOSITIONS GENERALES**ARTICLE 30****Préparatifs d'un nouvel Accord**

Le Conseil peut étudier la possibilité de négocier un nouvel Accord international sur le Café, y compris un Accord qui pourrait contenir des mesures destinées à équilibrer l'offre et la demande de café, et prendre les initiatives qu'il juge appropriées.

ARTICLE 31**Elimination des obstacles à la consommation**

- 1) Les Membres reconnaissent qu'il est de la plus haute importance de réaliser dans les meilleurs délais le plus grand développement possible de la consommation du café, notamment par l'élimination progressive de tout obstacle qui pourrait entraver ce développement.
- 2) Les Membres reconnaissent que certaines mesures actuellement en vigueur pourraient, dans des proportions plus ou moins grandes, entraver l'augmentation de la consommation du café, en particulier :
 - a) Certains régimes d'importation applicables au café, y compris les tarifs préférentiels ou autres, les contingents, les opérations des monopoles gouvernementaux ou des organismes officiels d'achat et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;
 - b) Certains régimes d'exportation en ce qui concerne les subventions directes ou indirectes et autres règles administratives ou pratiques commerciales ;et

- c) Certaines conditions intérieures de commercialisation et dispositions internes de caractère législatif et administratif qui pourraient affecter la consommation.
- 3) Compte tenu des objectifs mentionnés ci-dessus et des dispositions du paragraphe 4) du présent Article, les Membres s'efforcent de poursuivre la réduction des tarifs sur le café ou de prendre d'autres mesures pour éliminer les obstacles à l'augmentation de la consommation.
- 4) En considération de leur intérêt commun, les Membres s'engagent à rechercher les moyens par lesquels les obstacles au développement du commerce et de la consommation mentionnés au paragraphe 2) du présent Article pourraient être progressivement réduits et éventuellement, dans la mesure du possible, éliminés, ou par lesquels leurs effets pourraient être substantiellement diminués.
- 5) Eu égard aux engagements contractés aux termes du paragraphe 4) du présent Article, les Membres informent chaque année le Conseil de toutes les mesures qu'ils ont prises en vue de donner suite aux dispositions de cet Article.
- 6) Le Directeur exécutif prépare périodiquement une étude des obstacles à la consommation, qui est passée en revue par le Conseil.
- 7) Pour atteindre les objectifs visés dans le présent Article, le Conseil peut faire des recommandations aux Membres qui lui font rapport aussitôt que possible sur les mesures qu'ils ont prises en vue de mettre en oeuvre les recommandations en question.

ARTICLE 32

Mesures relatives au café transformé

- 1) Les Membres reconnaissent que les pays en voie de développement ont besoin d'élargir les bases de leur économie, notamment par l'industrialisation et l'exportation d'articles manufacturés, y compris la transformation du café et l'exportation du café transformé.
- 2) A ce propos, les Membres évitent de prendre des mesures gouvernementales qui pourraient désorganiser le secteur caféier d'autres Membres.
- 3) Si un Membre considère que les dispositions du paragraphe 2) du présent Article ne sont pas observées, il engage des consultations avec les autres Membres intéressés, en tenant dûment compte des dispositions de l'Article 36. Les Membres intéressés s'efforcent d'arriver à un règlement amiable sur une base bilatérale. Si ces consultations ne permettent pas d'arriver à une entente satisfaisante pour les parties en cause, l'une ou l'autre des parties peut saisir le Conseil de l'affaire, conformément aux dispositions de l'Article 37.
- 4) Aucune disposition du présent Accord ne portera atteinte au droit de tout Membre de prendre les mesures nécessaires pour empêcher que le secteur caféier de son économie ne soit désorganisé par des importations de café transformé, ou pour redresser la situation le cas échéant.

ARTICLE 33

Mélanges et succédanés

- 1) Les Membres ne maintiennent en vigueur aucune réglementation qui exigerait que d'autres produits soient mélangés, traités ou utilisés avec du café, en vue de leur vente dans le commerce sous l'appellation de café. Les Membres s'efforcent d'interdire la publicité et la vente, sous le nom de café, de produits contenant moins de l'équivalent de 90 pour cent de café vert comme matière première de base.
- 2) Le Conseil peut demander à un pays Membre de prendre les mesures nécessaires pour assurer le respect des dispositions du présent Article.
- 3) Le Directeur exécutif soumet périodiquement au Conseil un rapport sur la manière dont sont observées les dispositions du présent Article.

ARTICLE 34

Consultations et collaboration avec le secteur privé

- 1) L'Organisation reste en liaison étroite avec les organisations non gouvernementales appropriées s'occupant du commerce international du café et avec les experts en matière de café.
- 2) Les Membres règlent l'action qu'ils assurent dans le cadre du présent Accord de manière à respecter les structures de la profession et à éviter les pratiques de ventes discriminatoires. Dans l'exercice de ces activités, ils s'efforcent de tenir dûment compte des intérêts légitimes du secteur caféier.

ARTICLE 35**Aspects relatifs à l'environnement**

Les Membres prennent dûment en considération la gestion durable des ressources en café et de la transformation du café, eu égard aux principes et objectifs relatifs au développement durable convenus à la huitième session de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement et à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement.

**CHAPITRE XII - CONSULTATIONS, DIFFERENDS
ET RECLAMATIONS****ARTICLE 36****Consultations**

Chaque Membre accueille favorablement les observations qui peuvent être présentées par un autre Membre sur toute question relative au présent Accord et accepte toute consultation y ayant trait. Au cours de consultations de ce genre, à la demande de l'une des parties et avec l'assentiment de l'autre, le Directeur exécutif institue une commission indépendante qui offre ses bons offices en vue de parvenir à une conciliation. Les dépenses de la commission ne sont pas à la charge de l'Organisation. Si l'une des parties n'accepte pas que le Directeur exécutif institue une commission ou si la consultation ne conduit pas à une solution, la question peut-être soumise au Conseil en vertu de l'Article 37. Si la consultation aboutit à une solution, un rapport est présenté au Directeur exécutif qui le distribue à tous les Membres.

ARTICLE 37**Différends et réclamations**

- 1) Tout différend relatif à l'interprétation ou à l'application du présent Accord qui n'est pas réglé par voie de négociation est, à la demande de tout Membre partie au différend, déféré au Conseil pour décision.

- 2) Quand un différend est déféré au Conseil en vertu du paragraphe 1) du présent Article, la majorité des Membres, ou plusieurs Membres qui détiennent ensemble au

moins le tiers du total des voix, peuvent demander au Conseil de solliciter, après discussion de l'affaire et avant de faire connaître sa décision, l'opinion de la commission consultative mentionnée au paragraphe 3) du présent Article sur les questions en litige.

- 3) a) Sauf décision contraire prise à l'unanimité par le Conseil, cette commission consultative est composée de :
 - i) Deux personnes désignées par les Membres exportateurs, dont l'une a une grande expérience des questions du genre de celle qui est en litige et l'autre a de l'autorité et de l'expérience en matière juridique ;
 - ii) Deux personnes désignées par les Membres importateurs selon les mêmes critères ; et
 - iii) Un président choisi à l'unanimité par les quatre personnes nommées en vertu des alinéas i) et ii) ou, en cas de désaccord, par le Président du Conseil.
 - b) Les ressortissants des pays qui sont Parties Contractantes au présent Accord peuvent siéger à la commission consultative.
 - c) Les membres de la commission consultative agissent à titre personnel et sans recevoir d'instructions d'aucun gouvernement.
 - d) Les dépenses de la commission consultative sont à la charge de l'Organisation.
- 4) L'opinion motivée de la commission consultative est soumise au Conseil, qui tranche le différend après avoir pris en considération toutes les données pertinentes.
- 5) Le Conseil statue sur tout différend dont il est saisi dans les six mois qui suivent la date à laquelle ce différend lui a été soumis.

- 6) Quand un Membre se plaint qu'un autre Membre n'ait pas rempli les obligations que lui impose le présent Accord, cette plainte est, à la requête du plaignant, déférée au Conseil, qui décide.
- 7) Un Membre ne peut être reconnu coupable d'une infraction au présent Accord que par décision prise à la majorité répartie simple des voix. Toute constatation d'une infraction à l'Accord de la part d'un Membre doit spécifier la nature de l'infraction.
- 8) Si le Conseil constate qu'un Membre a commis une infraction au présent Accord, il peut, sans préjudice des autres mesures coercitives prévues à d'autres Articles de l'Accord et par décision prise à la majorité répartie des deux tiers des voix, suspendre le droit que ce Membre a de voter au Conseil et le droit qu'il a de voter ou de faire voter pour lui au Comité exécutif, jusqu'au moment où il se sera acquitté de ses obligations, ou exiger son exclusion de l'Organisation en vertu de l'Article 45.
- 9) Un Membre peut demander un avis préalable au Comité exécutif en cas de différend ou de réclamation avant que la question ne soit examinée par le Conseil.

CHAPITRE XIII - DISPOSITIONS FINALES**ARTICLE 38****Signature**

Le présent Accord sera, du 18 avril 1994 jusqu'au 26 septembre 1994 inclus, ouvert, au siège de l'Organisation des Nations Unies, à la signature des Parties Contractantes à l'Accord international de 1983 sur le Café ou à l'Accord international de 1983 sur le Café tel que prorogé ainsi qu'à celle des gouvernements invités aux sessions du Conseil international du Café au cours desquelles le présent Accord a été négocié.

ARTICLE 39**Ratification, acceptation ou approbation**

- 1) Le présent Accord est soumis à la ratification, l'acceptation ou l'approbation des gouvernements signataires, conformément à leur procédure constitutionnelle.
- 2) Sauf dans les cas prévus par l'Article 40, les instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au plus tard le 26 septembre 1994. Cependant, le Conseil peut accorder des prorogations de délai aux gouvernements signataires qui ne sont pas en mesure de déposer leurs instruments avant cette date.

ARTICLE 40**Entrée en vigueur**

- 1) Le présent Accord entrera en vigueur à titre définitif le 1 octobre 1994 si, à cette date, des gouvernements représentant au moins 20 Membres exportateurs ayant au minimum 80 pour cent des voix des Membres exportateurs, et au moins 10 Membres

importateurs ayant au minimum 80 pour cent des voix des Membres importateurs, selon la répartition à la date du 26 septembre 1994, ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation. D'autre part, le présent Accord entrera définitivement en vigueur à n'importe quel moment après le 1 octobre 1994, s'il est provisoirement en vigueur, conformément aux dispositions du paragraphe 2) du présent Article, et si les conditions concernant le pourcentage sont satisfaites par le dépôt des instruments de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

2) Le présent Accord peut entrer en vigueur provisoirement le 1 octobre 1994. A cette fin, si un gouvernement signataire ou toute autre Partie Contractante à l'Accord international de 1983 sur le Café tel que prorogé notifie au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, qui recevra la notification au plus tard le 26 septembre 1994, qu'il s'engage à appliquer les dispositions du présent Accord à titre provisoire, conformément à ses lois et règlements, et à chercher à obtenir, aussi vite que le permet sa procédure constitutionnelle, la ratification, l'acceptation ou l'approbation, cette notification est considérée comme de même effet qu'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation. Un gouvernement qui s'engage à appliquer provisoirement les dispositions du présent Accord, conformément à ses lois et règlements, en attendant le dépôt d'un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation sera considéré comme provisoirement Partie à cet Accord jusqu'à celle des deux dates qui sera la plus proche : celle du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation, ou le 31 décembre 1994 inclusivement. Le Conseil peut accorder une prorogation du délai pendant lequel un gouvernement qui applique provisoirement le présent Accord peut déposer un instrument de ratification, d'acceptation ou d'approbation.

3) Si le présent Accord n'est pas entré en vigueur définitivement ou provisoirement le 1 octobre 1994, conformément aux dispositions du paragraphe 1) ou du paragraphe 2)

présent Article, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont adressé les notifications aux termes desquelles ils s'engagent à appliquer provisoirement les dispositions de cet Accord, conformément à leurs lois et règlements, et à chercher à obtenir la ratification, l'acceptation ou l'approbation, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il entrera en vigueur entre eux. De même, si le présent Accord est entré en vigueur provisoirement, mais non définitivement, le 31 décembre 1994, les gouvernements qui ont déposé des instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion, ou qui ont fait les notifications mentionnées au paragraphe 2) du présent Article, peuvent décider, d'un commun accord, qu'il continuera à rester provisoirement en vigueur ou qu'il entrera définitivement en vigueur entre eux.

ARTICLE 41

Adhésion

- 1) Le gouvernement de tout Etat Membre de l'Organisation des Nations Unies ou Membre d'une de ses institutions spécialisées peut adhérer au présent Accord aux conditions que fixe le Conseil.
- 2) Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. L'adhésion prend effet au moment du dépôt de l'instrument.

ARTICLE 42

Réserves

Aucune des dispositions du présent Accord ne peut faire l'objet de réserves.

ARTICLE 43

Application à des territoires désignés

- 1) Tout gouvernement peut, au moment de la signature ou du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, ou à tout moment par la suite, notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord s'applique à tel ou tel des territoires dont il assure la représentation internationale ; l'Accord s'applique aux territoires désignés dans la notification à compter de la date de la notification.
- 2) Toute Partie Contractante qui désire exercer, à l'égard de tel ou tel des territoires dont elle assure la représentation internationale, le droit que lui donne l'Article 5, ou qui désire autoriser l'un ou l'autre de ces territoires à faire partie d'un groupe Membre constitué en vertu de l'Article 6, peut le faire en adressant au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, soit au moment du dépôt de son instrument de ratification, d'acceptation, d'approbation, d'application provisoire ou d'adhésion, soit à tout moment par la suite, une notification en ce sens.
- 3) Toute Partie Contractante qui a fait la déclaration prévue au paragraphe 1) du présent Article peut, par la suite, notifier à tout moment au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies que le présent Accord cesse de s'appliquer à tel ou tel territoire qu'elle désigne; l'Accord cesse de s'appliquer à ce territoire à compter de la date de la notification.
- 4) Lorsqu'un territoire auquel s'appliquait le présent Accord en vertu du paragraphe 1) du présent Article devient indépendant, le gouvernement du nouvel Etat peut, dans les 90 jours de son accession à l'indépendance, notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'il a assumé les droits et obligations d'une Partie

Contractante à l'Accord. Il devient Partie Contractante au présent Accord à compter de la date de la notification. Le Conseil peut accorder une prorogation du délai imparti pour faire cette notification.

ARTICLE 44

Retrait volontaire

Toute Partie Contractante peut à tout moment se retirer du présent Accord en notifiant par écrit son retrait au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le retrait prend effet 90 jours après réception de la notification.

ARTICLE 45

Exclusion

Si le Conseil considère qu'un Membre a commis une infraction aux obligations que lui impose le présent Accord, et s'il estime en outre que ce manquement entrave sérieusement le fonctionnement de l'Accord, il peut, à la majorité répartie des deux tiers des voix, exclure ce Membre de l'Organisation. Le Conseil notifie immédiatement cette décision au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Quarante-vingt-dix jours après la décision du Conseil, ce Membre cesse d'appartenir à l'Organisation internationale du Café et, si ce Membre est Partie Contractante, d'être Partie à l'Accord.

ARTICLE 46

Liquidation des comptes en cas de retrait ou d'exclusion

1) En cas de retrait ou d'exclusion d'un Membre, le Conseil liquide ses comptes s'il y a lieu. L'Organisation conserve les sommes déjà versées par ce Membre, qui est d'autre

part tenu de régler toute somme qu'il lui doit à la date effective du retrait ou de l'exclusion de l'Organisation ; toutefois, s'il s'agit d'une Partie Contractante qui ne peut pas accepter un amendement et qui, de ce fait, cesse d'être Partie à l'Accord en vertu du paragraphe 2) de l'Article 48, le Conseil peut liquider les comptes de la manière qui lui semble équitable.

2) Un Membre qui a cessé de participer au présent Accord n'a droit à aucune part du produit de la liquidation ou des autres avoirs de l'Organisation ; il ne peut non plus lui être imputé aucune partie du déficit éventuel de l'Organisation lorsque l'Accord prend fin.

ARTICLE 47

Durée et expiration ou résiliation

1) Le présent Accord reste en vigueur pendant une période de cinq années, jusqu'au 30 septembre 1999, à moins qu'il ne soit prorogé en vertu du paragraphe 2) du présent Article ou résilié en vertu du paragraphe 3) du présent Article.

2) Le Conseil peut, par décision prise à la majorité de 58 pour cent des Membres détenant au moins une majorité répartie de 70 pour cent du total des voix, décider que le présent Accord fera l'objet de nouvelles négociations ou sera prorogé, avec ou sans modification, pour le temps qu'il détermine. Si une Partie Contractante, ou un territoire qui est Membre ou fait partie d'un groupe Membre, n'a pas notifié ou fait notifier au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies son acceptation du nouvel Accord ou de l'Accord prorogé à la date où ce nouvel Accord ou cet Accord prorogé entre en vigueur, cette Partie Contractante ou ce territoire cesse à cette date d'être Partie à l'Accord.

3) Le Conseil peut, à tout moment, par décision prise à la majorité des Membres détenant au moins une majorité répartie des deux tiers du total des voix, décider de résilier le présent Accord. La résiliation prend effet à dater du moment que le Conseil décide.

4) Nonobstant la résiliation de l'Accord, le Conseil continue à exister aussi longtemps qu'il le faut pour liquider l'Organisation, apurer ses comptes et disposer de ses avoirs ; il a, pendant cette période, les pouvoirs et fonctions qui peuvent lui être nécessaires à ces fins.

ARTICLE 48

Amendements

1) Le Conseil peut, par décision prise à la majorité répartie des deux tiers des voix, recommander aux Parties Contractantes un amendement au présent Accord. Cet amendement prend effet 100 jours après que des Parties Contractantes qui représentent au moins 75 pour cent des Membres exportateurs détenant au minimum 85 pour cent des voix des Membres exportateurs, et des Parties Contractantes qui représentent au moins 75 pour cent des Membres importateurs détenant au minimum 80 pour cent des voix des Membres importateurs, ont notifié leur acceptation au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies. Le Conseil fixe un délai avant l'expiration duquel les Parties Contractantes notifient au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies qu'elles acceptent l'amendement. Si, à l'expiration de ce délai, les conditions relatives au pourcentage exigé pour l'entrée en vigueur de l'amendement ne sont pas remplies, il est considéré comme retiré.

2) Si une Partie Contractante, ou un territoire qui est Membre ou fait partie d'un groupe Membre, n'a pas notifié ou fait notifier son acceptation d'un amendement dans le délai imparti par le Conseil à cet effet, cette Partie Contractante ou ce territoire cesse d'être Partie au présent Accord à compter de la date à laquelle l'amendement entre en vigueur.

ARTICLE 49

Dispositions supplémentaires et transitoires

1) Le présent Accord est considéré comme une continuation de l'Accord international de 1983 sur le Café tel que prorogé.

2) Afin de faciliter l'application ininterrompue de l'Accord international de 1983 sur le Café tel que prorogé :

a) Toutes les mesures prises en vertu de l'Accord international de 1983 sur le Café tel que prorogé qui sont en vigueur au 30 septembre 1994 et dont il n'est pas spécifié que leur effet expire à cette date, restent en vigueur, à moins qu'elles ne soient modifiées par les dispositions du présent Accord ;
et

b) Toutes les décisions que le Conseil devra prendre au cours de l'année caféière 1993/94 en vue de leur application au cours de l'année caféière 1994/95 seront prises au cours de l'année caféière 1993/94 ; elles seront appliquées à titre provisoire comme si l'Accord était déjà entré en vigueur.

ARTICLE 50

Textes de l'Accord faisant foi

Les textes du présent Accord en anglais, espagnol, français et portugais font tous également foi. Les originaux sont déposés auprès du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés à cet effet par leur gouvernement, ont signé le présent Accord aux dates qui figurent en regard de leur signature.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DEL CAFFÈ

Consiglio Internazionale del Caffé

Sessantaquattresima sessione
21-30 marzo 1994
Londra, Inghilterra

RISOLUZIONE ICC N. 366 (F)

31 marzo 1994

originale:inglese

RISOLUZIONE ICC N. 366
(Approvata nella quarta seduta plenaria, il 30 marzo 1994)

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 1994 SUL CAFFÈ

IL CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEL 1994 SUL CAFFÈ

CONSIDERANDO:

Che l'Accordo internazionale del 1983 sul Caffé così come prorogato rimarrà in vigore fino al 30 settembre 1994;

Che il Consiglio ha negoziato un nuovo accordo e approvato un testo,

DECIDE:

1. Di approvare il testo dell'Accordo internazionale del 1994 sul Caffé riprodotto nel documento EB-3467/94.
2. Di chiedere al Direttore esecutivo di elaborare il testo definitivo dell'Accordo internazionale del 1994 sul Caffé nelle quattro lingue ufficiali dell'Organizzazione e di certificare ciascun testo conforme al fine di trasmetterlo al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.
3. Di pregare il Direttore esecutivo di trasmettere la presente Risoluzione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite affinché l'Accordo sia aperto alla firma, secondo le disposizioni dell'Articolo 38 di tale Accordo.

TRADUZIONE NON UFFICIALE

ACCORDO INTERNAZIONALE DEL 1994 SUL CAFFÈ'

PREAMBOLO

I Governi Parti al presente Accordo,

Riconoscendo che il caffè riveste un'importanza eccezionale per l'economia di numerosi paesi che dipendono in larga misura da questo prodotto per i loro proventi di esportazione, e di conseguenza, per il proseguimento dei loro programmi di sviluppo sociale ed economico;

Riconoscendo che è necessario promuovere la valorizzazione delle risorse produttive ed aumentare e mantenere l'occupazione ed il reddito nell'industria caffearia dei paesi Membri, e di concorrere in tal modo al raggiungimento in essi di salari equi, di un tenore di vita più elevato e di migliori condizioni di lavoro;

Considerando che una stretta cooperazione internazionale nel campo degli scambi di caffè consentirà di stimolare la diversificazione e l'espansione dell'economia dei paesi produttori di caffè, di migliorare le relazioni politiche ed economiche tra paesi esportatori e paesi importatori e di incrementare il consumo di caffè;

Riconoscendo l'opportunità di evitare uno squilibrio tra la produzione ed il consumo tale da poter dar luogo a fluttuazioni dei prezzi accentuate, pregiudizievoli ai produttori come ai consumatori;

Tenuto conto delle connessioni esistenti fra la stabilità degli scambi commerciali di caffè e la stabilità dei mercati aperti ai prodotti manufatti;

Prendendo atto dei vantaggi cui ha portato la cooperazione internazionale in sede di attuazione degli Accordi internazionali del 1962, del 1968, del 1976 e del 1983 sul caffè,

Hanno convenuto quanto segue:

CAPITOLO PRIMO - OBIETTIVI**Articolo primo****Obiettivi**

Gli obiettivi del presente Accordo sono i seguenti:

1) accrescere la cooperazione internazionale nel campo delle questioni mondiali attinenti al caffè ;

2) fornire un'istanza per consultazioni intergovernative e negoziazioni vertenti, se del caso, su questioni relative al caffè e sui mezzi atti a realizzare un equilibrio giudizioso tra l'offerta e la domanda mondiale in condizioni che assicurino ai consumatori un approvvigionamento sufficiente a prezzi equi, ed ai produttori degli sbocchi a prezzi remunerativi e che permettano di equilibrare in modo durevole la produzione ed il consumo;

3) facilitare l'espansione del commercio internazionale del caffè grazie alla raccolta, all'analisi ed alla diffusione di statistiche ed alla pubblicazione di prezzi indicativi e di altri corsi del mercato, rafforzando così la trasparenza nell'economia caffeearia mondiale;

4) fungere da centro per la raccolta, lo scambio e la pubblicazione di informazioni economiche e tecniche sul caffè;

5) promuovere studi e ricerche nel settore del caffè;

6) promuovere e potenziare il consumo del caffè.

CAPITOLO II. DEFINIZIONI

Articolo 2

Definizioni

Ai fini del presente Accordo:

1) Il termine "caffé" designa il seme e la ciliegia della pianta del caffè, sia che si tratti di caffè pergamenato, di caffè verde o di caffè torrefatto, e comprende il caffè macinato, il caffè decaffeinato, il caffè liquido et il caffè solubile. I termini suddetti sono così definiti:

a) "Caffé verde" designa qualsiasi caffè in seme, decorticato, prima della torrefazione;

b) "ciliegia di caffè essicata" designa il frutto essiccato della pianta del caffè; l'equivalente in caffè verde delle ciliegie di caffè essiccate si ottiene moltiplicando per 0,50 il peso netto delle ciliegie essiccate;

c) "caffé pergamenato" designa il seme di caffè verde avvolto nel pergamino; l'equivalente in caffè verde del caffè pergamenato si ottiene moltiplicando per 0,80 il peso netto del caffè pergamenato;

d) "caffé torrefatto" designa il caffè verde torrefatto ad un qualsiasi grado e comprende il caffè macinato; l'equivalente in caffè verde del caffè torrefatto si ottiene moltiplicando per 1,19 il peso netto del caffè torrefatto;

e) "caffé decaffeinato" significa il caffè verde torrefatto o solubile dopo estrazione della caffeina; l'equivalente in caffè verde del caffè decaffeinato si ricava moltiplicando per 1, 1,19 o 2,6 rispettivamente, il peso netto del caffè decaffeinato verde, torrefatto o solubile;

f) "caffé liquido" designa i solidi solubili nell'acqua ottenuti a partire dal caffè torrefatto e presentati sotto forma liquida; l'equivalente in caffè verde del caffè liquido si ottiene moltiplicando per 2,6 il peso netto dei solidi di caffè disidratati, contenuti nel caffè liquido;

g) "caffé solubile" designa i solidi, disidratati e solubili in acqua, ottenuti a partire dal caffè torrefatto; l'equivalente in caffè verde del caffè solubile si ottiene moltiplicando per 2,6 il peso netto del caffè solubile.

2) "sacco" designa un quantitativo di 60 chilogrammi, pari a 132,276 libbre di caffè verde; "tonnellata" designa la tonnellata metrica di 1 000 chilogrammi, pari a 2.204,6 libbre; la "libbra" equivale a 453, 597 grammi.

3) "Annata caffeearia" designa il periodo di dodici mesi che va dal 1 ottobre al 30 settembre.

4) Con il termine "Organizzazione" si intende l'Organizzazione internazionale del Caffé; con "Consiglio" si intende il Consiglio internazionale del Caffé.

5) L'espressione "Parte contraente" designa un governo o una organizzazione intergovernativa, come specificato al paragrafo 3) dell'Articolo 4, che ha depositato uno strumento di ratifica, di accettazione, di approvazione o di applicazione provvisoria del presente Accordo in virtù degli Articoli 39 e 40, o ha aderito al presente Accordo a norma dell'Articolo 41.

6) Il termine "Membro" designa una Parte contraente; uno o più territori designati che sono stati dichiarati Membro separato a norma dell'Articolo 5; più Parti contraenti, o più territori designati, o più Parti contraenti e territori designati che fanno parte dell'Organizzazione in qualità di gruppo Membro, a norma dell'Articolo 6.

7) Il termine "Membro esportatore" o "paese esportatore" designa rispettivamente un Membro o un paese esportatore netto di caffè, vale a dire un Membro o un paese le cui esportazioni superano le importazioni.

8) Il termine "Membro importatore" o "paese importatore" designa rispettivamente un Membro o un paese importatore netto di caffè, ossia un Membro o un paese le cui importazioni superano le esportazioni.

9) Con "maggioranza ripartita semplice" si intende la maggioranza assoluta dei voti espressi dai Membri esportatori presenti e votanti e la maggioranza assoluta dei voti espressi dai Membri importatori presenti e votanti, conteggiati separatamente.

10) Con "maggioranza ripartita dei due terzi" si intendono i due terzi dei voti espressi dai Membri esportatori presenti e votanti e due terzi dei voti espressi dai Membri importatori presenti e votanti, conteggiati separatamente.

11) Con "entrata in vigore" si intende, salvo indicazione contraria, la data alla quale l'Accordo entra in vigore in via provvisoria o definitiva.

12) L'espressione "produzione esportabile" designa la produzione totale di caffè di un paese esportatore nel corso di una determinata annata o campagna caffeearia diminuita della quantità prevista per i fabbisogni del consumo interno nel corso del medesimo anno.

13) L'espressione "disponibilità per l'esportazione" designa la produzione esportabile di un paese esportatore nel corso di una determinata annata caffeearia, aumentata delle scorte rimaste dagli anni precedenti.

CAPITOLO III - IMPEGNI GENERALI DEI MEMBRI**Articolo 3****Impegni generali dei Membri**

1) I Membri s'impegnano ad adottare ogni misura necessaria per consentire loro di adempiere agli obblighi prescritti nei loro confronti dal presente Accordo, ed a cooperare pienamente per conseguire la realizzazione degli obiettivi del presente Accordo; essi si impegnano inoltre a fornire tutte le informazioni necessarie per agevolare il funzionamento dell'Accordo.

2) I Membri riconoscono che i certificati d'origine costituiscono una fonte importante di informazioni sugli scambi di caffè. Di conseguenza, i Membri esportatori si assumono la responsabilità di vigilare affinché i certificati d'origine siano correttamente rilasciati ed utilizzati in modo appropriato, secondo la regolamentazione stabilita dal Consiglio.

3) I Membri riconoscono inoltre che le informazioni sulle riesportazioni sono ugualmente importanti per procedere ad una appropriata analisi dell'economia caffearia mondiale. Di conseguenza, i Membri importatori si impegnano a fornire informazioni regolari e precise sulle riesportazioni, nella forma e nei modi determinati dal Consiglio.

CAPITOLO IV - MEMBRI**Articolo 4****Membri dell'Organizzazione**

1) Ciascuna Parte contraente costituisce, con quei territori ai quali si applica l'Accordo ai sensi del paragrafo 1) dell'Articolo 43, un solo e medesimo Membro dell'Organizzazione, salvo quanto è disposto dagli Articoli 5 e 6.

2) In condizioni da stabilirsi dal Consiglio, un Membro può cambiare di categoria.

3) Ogniqualevolta ricorre nel testo del presente Accordo il termine "Governo" esso si intende applicabile anche alla Comunità europea o una organizzazione intergovernativa avente responsabilità analoghe per quanto concerne la negoziazione, la conclusione e l'attuazione di accordi internazionali, in particolare degli accordi sui prodotti di base.

4) Un'organizzazione intergovernativa come quella descritta non dispone di un proprio voto, bensì, in caso di votazione su questioni che rientrano nella sua competenza, essa è autorizzata a disporre dei voti dei suoi Stati Membri, che esprime in tal caso in blocco. In questa evenienza, gli Stati Membri dell'organizzazione intergovernativa non sono autorizzati ad esercitare individualmente il loro diritto di voto.

5) Un'organizzazione intergovernativa come quella descritta non è eleggibile al Comitato esecutivo ai sensi del paragrafo 1) dell'Articolo 17; tuttavia essa può partecipare ai dibattiti del Comitato esecutivo sulle questioni che rientrano nella sua competenza. In caso di votazione su questioni che rientrano nella sua competenza ed in deroga al disposto del paragrafo 1) dell'Articolo 20, i voti di cui gli Stati Membri sono autorizzati a disporre nel Comitato esecutivo sono espressi in blocco da uno qualunque dei medesimi Stati Membri.

Articolo 5

Partecipazione separata di territori designati

Ogni Parte contraente importatrice netta di caffè può, ad ogni momento per mezzo della notifica prevista al paragrafo 2) dell'Articolo 43, dichiarare che partecipa all'Organizzazione, indipendentemente da ogni territorio da essa designato tra quelli che rappresenta normalmente in campo internazionale e che sono esportatori netti di caffè. In tal caso, il territorio metropolitano ed i territori non designati costituiscono un solo e medesimo Membro, mentre i territori designati hanno, individualmente o collettivamente secondo i termini della notifica, la qualità di Membro distinto.

Articolo 6

Partecipazione in gruppo

1) Due o più Parti contraenti esportatrici nette di caffè possono dichiarare, mediante notifica indirizzata al Consiglio ed al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite all'atto del deposito dei loro strumenti rispettivi di ratifica, di accettazione, di approvazione, di attuazione provvisoria o di adesione, che entrano a far parte dell'Organizzazione come gruppo. Può fare parte di un gruppo un territorio al quale si applichi l'Accordo a norma del paragrafo 1 dell'Articolo 43 se il governo dello Stato che ne cura le relazioni internazionali abbia trasmesso la notifica di cui al paragrafo 2) dell'articolo 43. Le Parti contraenti ed i territori designati in questione devono soddisfare le seguenti condizioni:

a) dichiararsi disposti ad accettare la responsabilità sia individuale che collettiva, del rispetto degli obblighi del gruppo;

b) in seguito provare in forma conclusiva al Consiglio:

i) che il gruppo dispone dell'organizzazione necessaria per l'applicazione di una politica comune in materia di caffè e che essi possiedono i mezzi per adempiere, unitamente ad altri membri del gruppo, agli obblighi ad essi posti dal presente Accordo;

ii) che essi hanno una politica commerciale ed economica comune o coordinata in materia di caffè ed una politica monetaria e finanziaria coordinata, e dispongono degli organi occorrenti per l'applicazione di dette politiche, in modo che il Consiglio abbia la garanzia che il gruppo è in grado di conformarsi a tutti gli obblighi collettivi che ne derivano.

2) Ogni gruppo Membro riconosciuto ai sensi dell'Accordo internazionale del 1983 sul Caffé continua ad essere riconosciuto come gruppo, salvo se notifica al Consiglio che non desidera più essere riconosciuto come tale.

3) Il gruppo Membro costituisce un solo e medesimo Membro dell'Organizzazione, con la riserva tuttavia che ciascun Membro del gruppo sarà trattato come Membro distinto per le questioni di cui ai seguenti articoli:

a) Articoli 11 e 12:

b) Articolo 46.

4) Le Parti contraenti ed i territori designati che entrano nell'Organizzazione come gruppo indicano il governo o l'organizzazione che li rappresenterà al Consiglio per le questioni di cui tratta l'Accordo, ad eccezione di quelle elencate nel paragrafo 3) del presente articolo.

5) Il diritto di voto del gruppo si esercita come segue:

a) Il gruppo Membro, ha come cifra di base, lo stesso numero di voti di un solo paese Membro entrato a titolo individuale nell'Organizzazione. Il governo o l'organizzazione che rappresenta il gruppo riceve detti voti e ne dispone;

b) qualora la questione posta in votazione rientri nel quadro delle disposizioni di cui al paragrafo 3) del presente Articolo, i diversi Membri del Gruppo possono disporre separatamente dei voti ad essi attribuiti dal paragrafo 3) dell'Articolo 13, come se ciascuno di essi fosse un Membro individuale dell'Organizzazione, ed i voti della cifra di base rimangono in tal caso assegnati al governo o all'organizzazione che rappresenta il gruppo.

6) Qualsiasi Parte contraente o territorio designato facente parte di un gruppo, può, mediante notifica al Consiglio ritirarsi dal gruppo stesso e divenire Membro in proprio. Il ritiro prende effetto dalla data del ricevimento della notifica da parte del Consiglio. Quando uno dei membri di un gruppo si ritira da esso o cessa di essere Membro dell'Organizzazione, gli altri membri del gruppo possono chiedere al Consiglio il mantenimento del gruppo stesso; il gruppo continua a sussistere, salvo nel caso che il Consiglio respinga la domanda. In caso di scioglimento del gruppo, ciascuno dei suoi ex-membri diviene un Membro a se stante. Un Membro che abbia cessato di appartenere ad un gruppo non può ridivenire membro di un gruppo qualsiasi finché il presente Accordo rimane in vigore.

7) Ogni Parte contraente che desidera far parte di un gruppo Membro dopo l'entrata in vigore del presente Accordo può farlo mediante notifica al Consiglio, a condizione :

a) che gli altri membri del gruppo dichiarino di essere disposti ad accettare il Membro in questione come parte del gruppo Membro;

b) di notificare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite la sua appartenenza al gruppo.

8) Due o più Membri esportatori possono richiedere in qualsiasi momento al Consiglio, dopo l'entrata in vigore dell'Accordo, l'autorizzazione a costituirsi in gruppo. Il Consiglio accorda l'autorizzazione, dopo aver preso atto dell'invio da parte di essi della dichiarazione e degli elementi di prova richiesti dal paragrafo 1) del presente Articolo. Dal momento in cui il Consiglio accorda l'autorizzazione, divengono applicabili al gruppo le norme dei paragrafi 3), 4), 5) e 6) del presente Articolo

CAPITOLO V. ORGANIZZAZIONE INTERNAZIONALE DEL CAFFÈ

Articolo 7

Sede e struttura dell'Organizzazione internazionale del caffè

1) L'Organizzazione internazionale del Caffé costituita con l'Accordo internazionale del 1962 sul Caffé continua a sussistere al fine di garantire l'attuazione del presente Accordo e di sorvegliarne il funzionamento.

2) L'Organizzazione ha sede a Londra, salvo decisione diversa del Consiglio deliberante a maggioranza ripartita dei due terzi dei voti.

3) L'Organizzazione esercita le sue funzioni per il tramite del Consiglio internazionale del Caffé, del Comitato esecutivo, del Direttore esecutivo e del personale.

Articolo 8

Privilegi ed immunità

1. L'Organizzazione é dotata di personalità giuridica. Essa dispone in particolare della capacità di contrattare, acquistare ed alienare beni mobili ed immobili nonché di stare in giudizio.

2) Lo statuto, i privilegi e le immunità dell'Organizzazione, del Direttore esecutivo, dei membri del personale e degli esperti, nonché dei rappresentanti dei paesi Membri durante i soggiorni che l'esercizio delle loro funzioni li porta ad effettuare nel territorio del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord, continueranno ad essere regolati dall'Accordo di sede concluso tra il Governo del Regno Unito di Gran Bretagna e Irlanda del Nord (nel seguito denominato Governo ospite) e l'Organizzazione in data 28 maggio 1969.

3) L'Accordo di Sede di cui al paragrafo 2) del presente Articolo è indipendente dal presente Accordo. Tuttavia esso può estinguersi:

a) per mutuo consenso del Governo ospite e dell'Organizzazione;

b) nel caso che la sede dell'Organizzazione sia trasferita fuori del territorio del Governo ospite; oppure

c) qualora l'Organizzazione cessi di esistere.

4) L'Organizzazione può concludere con uno o più altri Membri, degli accordi che dovranno essere approvati dal Consiglio in materia di privilegi e di immunità, che potrebbero dimostrarsi necessari per il buon funzionamento del presente Accordo.

5) I governi dei paesi Membri, diversi dal Governo ospite, concedono all'Organizzazione, per ciò che riguarda le regolamentazioni valutarie e di cambio, il regime dei conti bancari ed il trasferimento di fondi, le stesse facilitazioni in vigore per le Istituzioni specializzate dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

CAPITOLO V - CONSIGLIO INTERNAZIONALE DEL CAFFÈ

Articolo 9

Composizione del Consiglio Internazionale del Caffé

1. L'Autorità suprema dell'Organizzazione è il Consiglio internazionale del Caffé, di cui fanno parte tutti i Membri dell'Organizzazione.

2. Ciascun Membro nomina un proprio rappresentante al Consiglio e, se lo desidera, uno o più rappresentanti supplenti. Ciascun Membro può inoltre fare assistere il suo rappresentante o i suoi supplenti da uno o più consiglieri.

Articolo 10

Poteri e funzioni del Consiglio

1) Il Consiglio, investito di tutti i poteri espressamente conferiti dal presente Accordo, dispone dei poteri ed esercita le funzioni necessarie per l'esecuzione delle disposizioni del presente Accordo.

2) Il Consiglio istituisce un Comitato di verifica dei poteri incaricato di esaminare le notifiche scritte fatte al Presidente riguardo alle disposizioni del paragrafo 2) dell'Articolo 9, del paragrafo 3) dell'Articolo 12 e del paragrafo 2) dell'Articolo 14. Il Comitato di verifica dei poteri fa rapporto al Consiglio riguardo ai suoi lavori.

3) Oltre al Comitato di verifica dei poteri, il Consiglio può istituire ogni comitato o gruppo di lavoro che ritiene necessario.

4) Il Consiglio stabilisce, a maggioranza ripartita dei due terzi, i regolamenti necessari per l'esecuzione del presente Accordo e conformi alle sue disposizioni, e in particolare il proprio regolamento interno ed i regolamenti applicabili alla gestione finanziaria dell'Organizzazione ed al suo personale. Il Consiglio può contemplare nel suo regolamento interno una procedura che gli consenta di prendere, senza riunirsi, decisioni su questioni determinate.

5) Il Consiglio provvede inoltre al sistematico aggiornamento della documentazione necessaria per l'adempimento delle funzioni ad esso conferite dal presente Accordo, e di ogni altra documentazione che esso giudichi opportuna.

Articolo 11

Presidente e Vice-presidente del Consiglio

1) Il Consiglio, elegge per ogni annata caffearia un Presidente, nonché un primo, un secondo ed un terzo Vice-Presidente, che non sono retribuiti dall'Organizzazione.

2) Come regola generale, il Presidente ed il primo Vice-Presidente sono entrambi eletti tra i rappresentanti dei Membri esportatori o tra quelli dei Membri importatori, ed il secondo ed il terzo Vice-Presidente tra i rappresentanti dell'altra categoria. Tale ripartizione si alterna dall'una all'altra annata caffearia.

3) Né il Presidente né il Vice-Presidente facente funzione di Presidente hanno diritto di voto. In questo caso, il loro supplente esercita il diritto di voto del paese Membro.

Articolo 12

Sessioni del Consiglio

1) Come regola generale, il Consiglio si riunisce due volte all'anno in sessione ordinaria. Esso può tenere sessioni straordinarie qualora decida in questo senso. Sessioni straordinarie si effettuano anche su richiesta del Comitato esecutivo o di cinque Membri o di uno o più Membri che riuniscano almeno 200 voti. Le sessioni del Consiglio sono annunciate con almeno 30 giorni di anticipo, salvo in caso di urgenza, nel qual caso esse sono annunciate con un preavviso di almeno 10 giorni.

2) Le sessioni si svolgono presso la sede dell'Organizzazione, a meno che il Consiglio non decida diversamente a maggioranza ripartita dei due terzi. Se un Membro invita il Consiglio a riunirsi sul suo territorio ed il Consiglio concede il suo accordo, le spese supplementari che ne risulteranno, eccedenti quelle stabilite per le sessioni che si svolgono in sede, saranno a carico di detto Membro.

3) Il Consiglio può invitare ogni paese non Membro o ogni organizzazione di cui all'Articolo 16 ad assistere a qualunque sua sessione in qualità di osservatore. Se l'invito viene accettato, il paese o l'organizzazione in questione invia al Presidente una notifica scritta a tal fine. Tale notifica può contenere, se del caso, una richiesta di autorizzazione a fare dichiarazioni al Consiglio.

4) Il quorum richiesto per ogni riunione del Consiglio è costituito dalla maggioranza dei Membri esportatori, se detta maggioranza rappresenta la maggioranza ripartita dei due terzi del totale dei voti dei Membri esportatori, e dalla maggioranza dei Membri importatori che detengono almeno due terzi del totale dei voti dei Membri importatori. Se non si raggiunge il quorum all'inizio di una riunione del Consiglio o di una riunione plenaria, il Presidente può decidere di ritardare l'apertura della seduta o della riunione plenaria di almeno tre ore. Se, all'ora prevista per la nuova riunione, il quorum non è ancora stato raggiunto, il Presidente può di nuovo differire di almeno tre ore l'apertura della seduta o della riunione plenaria. Se, alla fine di questo nuovo rinvio, il quorum non è ancora stato raggiunto, il numero legale richiesto per aprire o riprendere la seduta o la riunione plenaria sarà costituito dalla maggioranza dei Membri esportatori in possesso di almeno della metà del totale dei voti dei Membri esportatori, e dalla metà al massimo dei Membri importatori che detengono almeno la metà del totale dei voti dei Membri importatori. I Membri rappresentati per procura in virtù del paragrafo 2) dell'Articolo 14 sono considerati presenti.

Articolo 13

Voti

1) Sia i Membri esportatori che i Membri importatori dispongono rispettivamente di un totale di 1 000 voti, i quali sono ripartiti all'interno di ciascuna categoria, quella degli esportatori e quella degli importatori, come è indicato nei paragrafi qui appresso.

2) Ciascun Membro dispone come cifra di base, di cinque voti.

3) Il resto dei voti dei Membri esportatori viene ripartito tra essi proporzionalmente al volume medio delle loro esportazioni rispettive di caffè verso ogni destinazione durante i precedenti quattro anni civili.

4) Il resto dei voti dei Membri importatori viene ripartito tra essi proporzionalmente al volume medio delle loro importazioni rispettive di caffè nei quattro anni civili precedenti.

5) Il Consiglio ripartisce i voti all'inizio di ogni annata caffeearia sulla base del presente Articolo e la ripartizione così fissata rimane in vigore per tutta la durata dell'annata in questione, salvo nei casi previsti dal paragrafo 6) del presente Articolo.

6) Ove intervenga un cambiamento della partecipazione all'Organizzazione oppure quando il diritto di voto di un Membro sia sospeso o ripristinato ai sensi dell'Articolo 23 o dell'Articolo 37, il Consiglio procede ad una nuova ripartizione dei voti in conformità con le disposizioni del presente Articolo.

7) Nessun Membro può disporre di più di 400 voti.

8) Non sono ammesse le frazioni di voto.

Articolo 14

Procedura di votazione del Consiglio

1) Ciascun Membro dispone di tutti i voti che gli sono attribuiti e non è autorizzato a frazionarli. Tuttavia, può disporre differentemente dei voti ad esso conferiti per procura, in conformità con le disposizioni del paragrafo 2) del presente articolo.

2) Ogni Membro esportatore può autorizzare qualsiasi altro Membro esportatore, ed ogni Membro importatore può autorizzare qualsiasi altro Membro importatore a rappresentare i suoi interessi e ad esercitare il suo diritto di voto ad una o più sedute del Consiglio. In tal caso non si applica il limite di cui al paragrafo 7) dell'Articolo 13.

Articolo 15

Decisioni del Consiglio

1) Il Consiglio adotta tutte le sue decisioni e formula tutte le sue raccomandazioni a maggioranza ripartita semplice dei voti, salvo diversamente disposto dal presente Accordo.

2 La procedura in appresso si applica ad ogni decisione che il Consiglio, ai sensi del presente Accordo, deve adottare a maggioranza ripartita dei due terzi:

a) Se la proposta non ottiene la maggioranza ripartita dei due terzi per effetto del voto negativo di uno, due o tre Membri esportatori o di uno, due o tre Membri importatori, la proposta, se il Consiglio così decide a maggioranza dei Membri presenti ed a maggioranza ripartita semplice dei voti, viene rimessa ai voti entro 48 ore;

b) se, al secondo scrutinio, la proposta non ottiene ancora la maggioranza ripartita dei due terzi, per effetto del voto negativo di uno o due Membri esportatori o di uno o due Membri importatori, la proposta, se il Consiglio così decide a maggioranza dei Membri presenti ed a maggioranza ripartita semplice dei voti, viene rimessa ai voti entro 24 ore;

c) se nemmeno al terzo scrutinio la proposta ottiene la maggioranza ripartita dei due terzi dei, per effetto del voto negativo di un Membro esportatore o di un Membro importatore, la proposta é considerata adottata;

d) se il Consiglio non rimette una proposta in votazione, essa é considerata respinta.

3) I Membri si impegnano ad accettare come obbligatorie tutte le decisioni che il Consiglio adotta in applicazione del presente Accordo.

Articolo 16

Cooperazione con altre organizzazioni

1) Il Consiglio può prendere le disposizioni che ritiene opportune per avere consultazioni e collaborare con l'Organizzazione delle Nazioni Unite e le sue istituzioni specializzate, come pure con altre organizzazioni intergovernative appropriate. Esso utilizza pienamente i meccanismi del Fondo comune dei prodotti di base. Tra queste disposizioni possono rientrare le misure di ordine finanziario che il Consiglio riterrà opportune per conseguire gli scopi del presente Accordo. Tuttavia, per quanto concerne l'attuazione di ogni progetto nel quadro di queste misure, l'Organizzazione non assume alcun obbligo finanziario, neanche a titolo di garanzie fornite da Membri o da altri enti. Nessun Membro può assumere responsabilità, per via della sua appartenenza all'Organizzazione, riguardo a somme di denaro prese in prestito o a prestiti concessi da ogni altro Membro o ente nell'ambito di tali progetti.

2) Quando ciò é possibile, l'Organizzazione può raccogliere presso i paesi Membri, i paesi non membri e le agenzie donatrici ed altre agenzie, informazioni su progetti e programmi di sviluppo incentrati sul settore caffeeario. Se del caso e con l'accordo delle parti in causa, l'Organizzazione può porre queste informazioni a disposizione di tali altre organizzazioni e dei Membri.

CAPITOLO VII - COMITATO ESECUTIVO**Articolo 17****Composizione e riunioni del Comitato esecutivo**

1) Il Comitato esecutivo si compone di otto Membri esportatori e di otto membri importatori, eletti per ogni annata caffeearia conformemente al disposto dell'Articolo 18. I membri rappresentati al Comitato esecutivo sono rieleggibili.

2) Ciascun Membro rappresentato al Comitato esecutivo designa un rappresentante e, se lo desidera, uno o più rappresentanti supplenti. Ciascun Membro rappresentato al Comitato esecutivo può inoltre fare assistere il suo rappresentante o i suoi supplenti da uno o più consiglieri.

3) Il Presidente ed il Vice presidente del Comitato esecutivo vengono eletti per ogni annata caffeearia dal Consiglio e sono rieleggibili. Essi non sono retribuiti dall'Organizzazione. Il Presidente ed il Vicepresidente facente funzione di presidente non hanno diritto di voto nelle riunioni del Comitato esecutivo. In questo caso il diritto di voto è esercitato dal loro supplente. Di norma, il Presidente ed il Vicepresidente sono ambedue eletti tra i rappresentanti della stessa categoria di Membri per ogni annata caffeearia.

4) Il Comitato esecutivo si riunisce, come regola generale, presso la sede dell'Organizzazione, ma può riunirsi altrove se il Consiglio così decide a maggioranza ripartita dei due terzi. Se il Consiglio accetta l'invito di un Membro a svolgere una riunione del Comitato esecutivo nel suo territorio, saranno ugualmente applicabili le disposizioni del paragrafo 2) dell'Articolo 12 relative alle sessioni del Consiglio.

5) IL quorum richiesto per ogni riunione del Comitato esecutivo è costituito dalla maggioranza dei Membri esportatori che detengono almeno due terzi del totale dei voti dei Membri esportatori eletti al Comitato esecutivo, e dalla maggioranza dei Membri importatori che detengono almeno due terzi dei voti dei Membri importatori eletti al Comitato esecutivo. Se non si raggiunge il quorum all'inizio di una riunione del Comitato esecutivo, il Presidente del Comitato esecutivo può decidere di ritardare l'apertura della riunione di almeno tre ore. Se, all'ora prevista per la nuova riunione, il quorum non è ancora stato raggiunto, il Presidente può di nuovo differire di almeno tre ore l'apertura della riunione. Se, al termine di questo nuovo rinvio, il quorum non è ancora stato raggiunto, il numero legale richiesto per aprire la riunione sarà costituito dalla maggioranza dei Membri esportatori in possesso di almeno la metà del totale dei voti dei Membri esportatori eletti al Comitato esecutivo e dalla maggioranza dei Membri importatori che detengono almeno la metà del totale dei voti dei Membri importatori eletti al Comitato esecutivo.

Articolo 18**Elezione del Comitato esecutivo**

1) I Membri esportatori dell'Organizzazione eleggono a Membri esportatori del Comitato esecutivo, ed i Membri importatori dell'Organizzazione i Membri importatori del Comitato esecutivo. Le elezioni per ognuna delle categorie si effettuano secondo le disposizioni che seguono.

2) Ciascun Membro vota per un solo candidato, assegnando ad esso tutti i voti di cui dispone a norma dell'Articolo 13. Esso può assegnare ad un altro candidato i voti di cui eventualmente dispone per procura conformemente alle disposizioni del paragrafo 2) dell'Articolo 14.

3) Sono eletti gli otto candidati che raccolgono il maggior numero di voti; tuttavia nessun candidato è considerato eletto al primo scrutinio se non ha ottenuto almeno 75 voti.

4) Qualora al primo scrutinio risultino eletti in conformità al disposto del paragrafo 3 del presente Articolo, meno di otto candidati, si procederà a nuovi turni di scrutinio, ai quali partecipano solo i Membri che non hanno votato per nessuno dei candidati eletti. Ad ogni nuovo turno di scrutinio il numero minimo di voti necessario per l'elezione diminuisce di cinque unità e ciò fino a quando risultino eletti gli otto candidati.

5) Un Membro che non ha votato per uno dei membri eletti conferisce ad uno di essi i voti di cui dispone, con riserva del disposto dei paragrafi 6) e 7) del presente Articolo.

6) Si considera che ad un Membro eletto vanno i voti da esso ricevuti all'atto della sua elezione più i voti ad esso conferiti successivamente, a condizione che il totale dei voti non sia superiore a 499 per nessun Membro eletto.

7) Qualora il numero dei voti considerati come acquisiti da un Membro eletto sia maggiore di 499, i Membri che hanno votato per il Membro eletto in questione o che ad esso hanno conferito i loro voti, si accorderanno affinché uno o più di essi ritirino i voti in precedenza assegnatigli, per conferirli o trasferirli ad un altro Membro eletto, in modo che i voti ottenuti da ciascun Membro eletto non superino il numero limite di 499.

Articolo 19**Competenza del comitato esecutivo**

1) Il Comitato esecutivo è responsabile davanti al Consiglio ed agisce in conformità delle sue direttive generali .

2) Il Consiglio può, a maggioranza ripartita dei due terzi dei voti, delegare al Comitato esecutivo, in tutto o in parte i suoi poteri, ad esclusione dei seguenti:

a) voto del bilancio amministrativo e fissazione delle quote a norma dell'Articolo 22;

b) sospensione del diritto di voto di un Membro, a norma dell'Articolo 37;

c) decisione arbitrare delle controversie a norma dell'Articolo 37;

d) fissazione delle condizioni d'adesione a norma dell'Articolo 41;

e) decisione in merito all'esclusione di un Membro dell'Organizzazione a norma dell'articolo 45;

f) decisione sull'effettuazione di nuovi negoziati per l'Accordo o sulla proroga o risoluzione di esso, a norma dell'Articolo 47;

g) raccomandazione di un emendamento ai Membri a norma dell'Articolo 48.

3) Il Consiglio può in qualsiasi momento, a maggioranza ripartita semplice, revocare i poteri da esso delegati al Comitato esecutivo.

4) Il Comitato esecutivo istituisce un Comitato delle finanze che è incaricato, conformemente alle disposizioni dell'Articolo 22, di sorvegliare la stesura del bilancio preventivo amministrativo che deve essere sottoposto all'approvazione del Consiglio e di esercitare ogni altra funzione che gli sia stata conferita dal Comitato esecutivo, compresa la vigilanza sugli utili e le spese. Il Comitato delle finanze fa rapporto sui suoi lavori al Comitato esecutivo.

5) Oltre al Comitato delle finanze, il Comitato esecutivo può stabilire ogni altro comitato o gruppo di lavoro che ritiene necessario.

Articolo 20**Procedura di votazione del Comitato esecutivo**

1) Ciascun Membro del Comitato esecutivo dispone dei voti da esso ottenuti a norma dei paragrafi 6 e 7 dell'articolo 18. Il voto per procura non é ammesso. Nessun Membro del Comitato esecutivo é autorizzato a frazionare i suoi voti.

2) Le decisioni del Comitato vengono adottate alla stessa maggioranza delle analoghe decisioni del Consiglio.

CAPITOLO VIII -FINANZE**Articolo 21****Disposizioni finanziarie**

1) Le spese delle delegazioni in funzione al Consiglio, e quelle dei rappresentanti in funzione al Comitato esecutivo e ad ogni altro comitato del Consiglio o del Comitato esecutivo, sono a carico dello Stato che essi rappresentano.

2) Per la copertura delle altre spese derivanti dall'applicazione del presente Accordo, i Membri versano una quota annua. Le quote sono ripartite come é indicato all'Articolo 22. Potranno inoltre essere utilizzati i proventi della vendita ai Membri di servizi particolari e la vendita di informazioni e di studi derivanti dall'applicazione delle disposizioni degli Articoli 27 e 29.

3) L'esercizio finanziario dell'Organizzazione coincide con l'annata caffearia.

Articolo 22**Votazione del bilancio e fissazione delle quote**

1) Nel secondo semestre di ciascun esercizio finanziario, il Consiglio vota il bilancio amministrativo dell'Organizzazione per l'esercizio finanziario successivo, e ripartisce le quote di contribuzione dei Membri al bilancio stesso. Il bilancio amministrativo é predisposto dal Direttore esecutivo, sotto la sorveglianza del Comitato delle finanze secondo le disposizioni del paragrafo 4) dell'Articolo 19.

2) Per ciascun esercizio finanziario, la quota a carico di ciascun Membro é proporzionale al rapporto esistente, al momento della votazione del bilancio, tra il numero dei voti di cui esso dispone ed il numero complessivo dei voti di tutti i Membri riuniti. Tuttavia, nel caso che all'inizio dell'esercizio finanziario per il quale vengono fissate le quote, la ripartizione dei voti tra i Membri si trovi ad essere modificata a norma del paragrafo 5) dell'Articolo 13, il Consiglio adegua in conformita le quote per l'esercizio in questione. Per la determinazione delle quote si conteggiano i

voti dei singoli membri senza tener conto dell'eventuale sospensione del diritto di voto di uno di essi e della redistribuzione dei voti ad essa conseguente.

3) Il Consiglio fissa il contributo iniziale di ogni paese che diviene Membro dell'Organizzazione dopo l'entrata in vigore del presente Accordo, in funzione del numero di voti che ad esso sono attribuiti e della frazione non decorsa dall'esercizio in corso; le quote fissate agli altri Membri per il medesimo esercizio rimangono tuttavia immutate.

Articolo 23

Versamento delle quote

1) Le quote di contribuzione al bilancio amministrativo di ciascun esercizio finanziario sono pagabili in valuta liberamente convertibile e sono esigibili al primo giorno dell'esercizio.

2) Un Membro che non abbia versato integralmente la sua quota di contribuzione al bilancio amministrativo nei sei mesi durante i quali essa è esigibile, perde, fino a quando non estingue il debito il suo diritto di far votare al Consiglio e di votare o di far votare per suono conto al Comitato esecutivo. Tuttavia, salvo decisione contraria del Consiglio a maggioranza ripartita dei due terzi, il Membro in causa non viene privato di nessun degli altri diritti ad esso conferiti dal presente Accordo, nè liberato dagli obblighi che questo gli pone.

3) Un Membro il cui diritto di voto sia sospeso in applicazione delle norme del paragrafo 2 del presente Articolo, ovvero delle disposizioni dell'Articolo 37, è ugualmente tenuto a versare la sua quota.

Articolo 24

Responsabilità finanziarie

1) L'Organizzazione, funzionante nel modo indicato nel paragrafo 3) dell'articolo 7, non è abilitata a stipulare qualunque obbligo che non rientri nella sfera di applicazione del presente Accordo e non può essere considerata come essendo stata autorizzata a farlo dai Membri; in particolare, essa non è qualificata a prendere del denaro in prestito. Nell'esercizio della sua facoltà di stipulare contratti, l'Organizzazione inserirà nei suoi contratti le condizioni del presente Articolo in modo da portarle alla conoscenza delle altre parti interessate; tuttavia se queste condizioni non vengono inserite, non per questo il contratto sarà inficiato di nullità nè si riterrà che l'Organizzazione ha prevaricato i poteri che le sono conferiti.

2) La responsabilità finanziaria di un Membro si limita ai suoi obblighi relativi alle quote espressamente previsti nel presente Accordo. Le parti terze che trattano con l'Organizzazione sono tenute ad essere a conoscenza delle norme del presente Accordo relative alle responsabilità finanziarie dei Membri.

Articolo 25

Verifica e pubblicazione dei conti

Nel più breve tempo possibile dopo la chiusura di ciascun esercizio finanziario, è sottoposto al Consiglio, per approvazione e pubblicazione, uno stato, debitamente verificato da un esperto fiduciario, delle entrate e delle spese dell'Organizzazione nel corso dell'esercizio finanziario in questione.

CAPITOLO IX- DIRETTORE ESECUTIVO E PERSONALE

Articolo 26

Direttore Esecutivo e Personale

1) Il Consiglio nomina il Direttore esecutivo su raccomandazione del Comitato esecutivo. Esso stabilisce le condizioni di funzione del Direttore esecutivo; queste sono equiparabili a quelle dei funzionari di livello corrispondente corrispondente di organizzazioni intergovernative similari.

2) Il Direttore esecutivo è il capo dei servizi amministrativi dell'Organizzazione ed è responsabile dell'esecuzione dei compiti a lui incombenti nel quadro della gestione del presente Accordo.

3) Il Direttore esecutivo nomina il personale conformemente al regolamento stabilito dal Consiglio.

4) Il Direttore esecutivo e gli altri funzionari non devono avere interessi finanziari nell'industria caffearia, né nel commercio o nel trasporto del caffè.

5) Nell'adempimento delle loro mansioni, il Direttore esecutivo e il personale non sollecitano, né accettano istruzioni da alcun Membro né da alcuna autorità esterna all'Organizzazione. Essi si astengono da ogni atto incompatibile con il loro stato di funzionari internazionali e sono responsabili unicamente nei confronti dell'Organizzazione. Tutti i Membri s'impegnano a rispettare il carattere esclusivamente internazionale delle funzioni del Direttore esecutivo e del personale e a non cercare di influenzarli nell'esecuzione dei loro compiti.

CAPITOLO X- INFORMAZIONI, STUDI E RICERCHE**Articolo 27****Informazioni**

1) L'Organizzazione funge da centro per raccogliere, scambiare e pubblicare:

a) dati statistici concernenti la produzione, i prezzi, le esportazioni e le importazioni, la distribuzione ed il consumo di caffè nel mondo;

b) qualora lo giudichi opportuno, dati tecnici sulla coltura, la lavorazione e l'utilizzazione del caffè.

2) Il Consiglio ha facoltà di chiedere ai Membri di fornirgli, in materia di caffè, le informazioni che esso giudica necessarie per la sua propria attività, in particolare relazioni statistiche periodiche concernenti la produzione, le tendenze della produzione, le esportazioni e le importazioni, la distribuzione, il consumo, le scorte, i prezzi e la tassazione, ma non rende di pubblico dominio nessun dato che possa consentire di identificare le operazioni di privati e di imprese che producono, lavorano o smerciano caffè. I Membri trasmettono in forma il più possibile particolareggiata e precisa le informazioni richieste.

3) Il Consiglio istituisce un sistema di prezzi indicativi tale da consentire la pubblicazione di un prezzo indicativo quotidiano misto.

4) Se un Membro non fornisce o abbia difficoltà a fornire entro un termine ragionevole le informazioni statistiche o altri dati di cui il Consiglio ha bisogno per il buon funzionamento dell'Organizzazione, quest'ultimo può esigere che il Membro in questione spieghi le ragioni dell'inadempimento. Ove accerti che occorre fornire al riguardo un'assistenza tecnica, il Consiglio può adottare le misure necessarie.

Articolo 28**Certificati di origine**

1) Al fine di agevolare la raccolta di statistiche sul commercio internazionale del caffè e di verificare le quantità di caffè che sono state esportate da ciascun Membro esportatore, l'Organizzazione istituisce un sistema di certificati d'origine secondo le regole approvate dal Consiglio.

2) Tutto il caffè esportato da un Membro esportatore è provvisto di un certificato di origine valido. I certificati di origine sono rilasciati, in conformità con il pertinente regolamento del Consiglio, da un organo qualificato scelto dal Membro in questione e approvato dall'Organizzazione.

3) Ciascun Membro esportatore comunica all'Organizzazione il nome dell'organo governativo o non governativo da esso designato per adempiere alle funzioni previste al paragrafo 2) del presente Articolo. L'Organizzazione approva nominativamente la designazione di un organo non governativo secondo i regolamenti approvati dal Consiglio.

Articolo 29

Studi e ricerche

1) L'Organizzazione favorisce la preparazione di studi e di ricerche riguardanti le condizioni economiche della produzione e della distribuzione del caffè; l'incidenza delle misure prese dai governi nei paesi produttori e nei paesi consumatori sulla produzione ed il consumo di caffè; la possibilità di incrementare il consumo del caffè nei suoi impieghi tradizionali ed eventualmente nei suoi nuovi usi.

2) Al fine di attuare le disposizioni del paragrafo 1) del presente Articolo, il Consiglio adotta nella seconda sessione ordinaria di ogni annata caffearia, un progetto di programma di lavoro annuale di studi e di ricerche, accompagnato da valutazioni riguardanti le risorse necessarie, stabilito dal Direttore esecutivo.

3) Il Consiglio può approvare la preparazione, da parte dell'Organizzazione, di studi e di ricerche da effettuare congiuntamente o in collaborazione con altre organizzazioni ed istituzioni. In questo caso, il Direttore esecutivo presenta al Consiglio un conto dettagliato delle risorse necessarie che l'Organizzazione, o il socio o i soci che partecipano al progetto, dovrebbe fornire.

4) Gli studi e le ricerche che l'Organizzazione svolge in applicazione delle disposizioni del presente Articolo sono finanziate per mezzo di risorse che figurano nel bilancio amministrativo, predisposto secondo le disposizioni del paragrafo 1) dell'Articolo 22, e sono eseguiti dai membri del personale dell'Organizzazione e se del caso, da esperti consulenti.

CAPITOLO XI - DISPOSIZIONI GENERALI**Articolo 30****Preparativi per un nuovo Accordo**

Il Consiglio può esaminare la possibilità di negoziare un nuovo Accordo internazionale sul Caffé, compreso un Accordo che potrebbe contenere misure destinate ad equilibrare l'offerta e la domanda di caffè, ed adottare le iniziative che ritiene appropriate.

Articolo 31**Eliminazione degli ostacoli al consumo**

1) I Membri riconoscono che è estremamente importante realizzare nei più brevi termini il massimo sviluppo possibile del consumo di caffè, in particolare tramite l'abolizione graduale di ogni ostacolo che possa intralciare tale sviluppo.

2) I Membri riconoscono che alcune misure vigenti possono, in misura diversa, intralciare lo sviluppo del consumo di caffè, in particolare:

a) alcuni regimi d'importazione applicabili al caffè, ivi rese le tariffe preferenziali o altre, i contingenti, le operazioni dei monopoli governativi o degli organismi ufficiali di acquisto; varie regole amministrative o pratiche commerciali;

b) taluni regimi di esportazione per quanto concerne i sussidi diretti ed indiretti e altre regole amministrative o pratiche commerciali;

c) alcune condizioni interne di commercializzazione e disposizioni interne di carattere legislativo ed amministrativo che potrebbero incidere sul consumo.

3) In considerazione degli obiettivi di cui sopra e delle disposizioni del paragrafo 4) del presente Articolo, i Membri si adoperano affinché siano ridotte le tariffe sul caffè o siano adottate altre misure intese a rimuovere gli ostacoli all'aumento del consumo.

4) In considerazione del loro comune interesse, i Membri s'impegnano a ricercare i mezzi più idonei per ridurre gradualmente, e ove possibile, eliminare gli intralci allo sviluppo del commercio e del consumo di cui al paragrafo 2) del presente Articolo, nonché per diminuirne sostanzialmente gli effetti.

5) Per quanto riguarda gli impegni assunti a norma del paragrafo 4) del presente Articolo, i Membri comunicano ogni anno al Consiglio le misure da essi adottate per l'attuazione delle disposizioni del del presente Articolo.

6) Il Direttore esecutivo prepara periodicamente uno studio sugli ostacoli all'aumento del consumo, e lo sottopone al Consiglio.

7) Per conseguire gli obiettivi di cui nel presente Articolo, il Consiglio può rivolgere raccomandazioni ai Membri. Questi lo informano, appena possibile, delle misure da essi adottate per tradurre in atto le raccomandazioni in parola.

Articolo 32

Misure relative al caffè trasformato

1) I Membri riconoscono che i paesi in via di sviluppo hanno bisogno di allargare le basi della loro economia, segnatamente con l'industrializzazione e con l'esportazione di prodotti manufatti, ivi compresa la trasformazione di caffè e l'esportazione del caffè trasformato.

2) In questa ottica, i Membri evitano di adottare misure a livello governativo tali da poter disorganizzare il settore caffeario di altri Membri.

3) Qualora un Membro consideri che il disposto del paragrafo 2) del presente Articolo non è osservato, essa avvia consultazioni con gli altri Membri in causa, tenendo debitamente conto delle disposizioni dell'articolo 36. I Membri in causa cercano di raggiungere una composizione amichevole su base bilaterale. Qualora le consultazioni non diano modo di giungere ad un'intesa soddisfacente per le parti in causa, una delle due parti può sottoporre la questione al Consiglio conformemente al disposto dell'articolo 37.

4) Nessuna disposizione del presente Accordo potrà infirmare il diritto dei singoli Membri ad adottare le misure necessarie per impedire che il settore caffeario della loro economia venga disorganizzato da importazioni di caffè trasformato o, se del caso, per risanare la situazione.

Articolo 33

Miscele e succedanei

1) I Membri si astengono dal mantenere in vigore qualsiasi regolamentazione che stabilisca che altri prodotti possono essere mescolati, trattati o lavorati con caffè ai fini della loro vendita in commercio sotto la denominazione di caffè. I Membri si sforzano di vietare la pubblicità e la vendita, sotto la denominazione di caffè, di prodotti contenenti meno dell'equivalente del 90% di caffè verde come materia prima di base.

2) Il Consiglio ha facoltà di chiedere ad un paese Membro di adottare le misure atte ad assicurare il rispetto delle disposizioni del presente Articolo.

3) Il Direttore esecutivo presenta periodicamente al Consiglio una relazione sul modo in cui vengono osservate le disposizioni del presente Articolo.

Articolo 34

Consultazioni e collaborazione con il settore privato

1) L'Organizzazione rimane in stretto collegamento con le organizzazioni non governative appropriate preposte al commercio internazionale del caffè e con esperti in materia di caffè.

2) I Membri impostano l'azione che essi espletano nell'ambito del presente Accordo in modo da rispettare le strutture della professione e da evitare le pratiche di vendite discriminatoria. Nell'esercizio di tale azione, essi terranno debitamente conto degli interessi legittimi del settore caffeario.

Articolo 35

Aspetti relativi all'ambiente

I Membri tengono debitamente conto della gestione durevole delle risorse di caffè e della trasformazione del caffè, in considerazione dei principi e degli obiettivi relativi allo sviluppo durevole stabiliti nella ottava sessione della Conferenza delle Nazioni Unite sul commercio e lo sviluppo ed alla Conferenza delle Nazioni Unite sull'ambiente e lo sviluppo.

Capitolo XII - Consultazioni, controversie e ricorsi

Articolo 36

Consultazioni

Ogni Membro accoglie favorevolmente le osservazioni presentate da un altro Membro su qualsiasi questione relativa al presente Accordo, e accetta ogni consultazione al riguardo. Nel corso di tali consultazioni, su richiesta di una delle parti e con il consenso dell'altra, il Direttore esecutivo istituisce una commissione indipendente che offre i suoi buoni uffici al fine di addivenire ad una conciliazione. Le spese sostenute dalla commissione non sono a carico dell'Organizzazione. Qualora una delle parti non accetti che il Direttore esecutivo istituisca una commissione o qualora la consultazione non abbia esito positivo, la questione può essere sottoposta al Consiglio in virtù dell'articolo 37. Ove la consultazione abbia un esito positivo, viene presentata una relazione al Direttore esecutivo che la distribuisce a tutti i Membri.

Articolo 37

Controversie e ricorsi

1) Ogni controversia relativa all'interpretazione o all'applicazione del presente Accordo, che non sia stata risolta mediante negoziati, viene, su richiesta di qualsiasi Membro che sia parte della controversia, deferita al Consiglio, che deciderà in merito.

2) Quando una controversia è deferita al Consiglio in virtù del paragrafo 1 del presente articolo, la maggioranza dei Membri o più Membri che detengono insieme almeno il terzo del totale dei voti, possono chiedere al Consiglio di sollecitare, previa discussione del caso e prima di comunicare la sua decisione, il parere della commissione consultiva di cui al paragrafo 3) del presente Articolo sulle questioni che sono oggetto di controversia.

3) a) Salvo decisione contraria adottata all'unanimità dal Consiglio, tale Commissione si compone di:

i) due persone designate dai Membri esportatori, e cioè un esperto specializzato in questioni analoghe a quella oggetto della controversia, ed un autorevole esperto nel campo giuridico;

ii) due persone designate dai Membri importatori in base agli stessi criteri;

iii) un Presidente scelto all'unanimità dalle quattro persone nominate in virtù dei commi i) e ii), o, in caso di disaccordo, dal Presidente del Consiglio.

b) I cittadini dei paesi che sono Parti contraenti del presente Accordo possono far parte della commissione consultiva.

c) I Membri della commissione consultiva agiscono a titolo personale e senza ricevere istruzioni da alcun governo.

d) Le spese della commissione consultiva sono a carico dell'Organizzazione.

4) Il parere motivato della commissione consultiva viene sottoposto al Consiglio il quale si pronuncia in via definitiva dopo aver preso in considerazione tutti i dati pertinenti.

5) Il Consiglio delibera su ogni controversia nei sei mesi successivi alla data in cui tale controversia viene sottoposta al suo arbitrato.

6) Se un Membro contesta ad un altro Membro di non aver ottemperato agli obblighi derivanti dal presente Accordo, tale doglianza viene, su richiesta dell'attore, deferita al Consiglio che decide in merito.

7) Un Membro può essere riconosciuto colpevole di infrazione al presente Accordo solo in seguito a votazione a maggioranza ripartita semplice. Ogni constatazione di un'infrazione all'Accordo da parte di un Membro deve specificare la natura dell'infrazione stessa.

8) Qualora il Consiglio constati che un Membro ha commesso un'infrazione al presente Accordo, esso può, senza pregiudizio delle altre misure coercitive previste da altri articoli dell'Accordo e con votazione a maggioranza ripartita dei due terzi, sospendere il diritto di voto di cui tale Membro dispone in seno al Consiglio, nonché il diritto di votare o di far votare per suo conto in seno al Comitato esecutivo, fino a quando esso non abbia assolto ai suoi obblighi, o esigere la sua esclusione dall'Organizzazione in virtù dell'articolo 45.

9) Un Membro può chiedere un parere preliminare al Comitato esecutivo in caso di controversia o di ricorso prima che il Consiglio esamini il caso.

CAPITOLO XIII - DISPOSIZIONI FINALI

Articolo 38

Firma

Il presente Accordo sarà depositato, dal 18 aprile 1994 fino al 26 settembre 1994 compreso, presso la sede dell'Organizzazione delle Nazioni Unite affinché sia firmato sia dalle Parti contraenti dell'Accordo internazionale del 1983 sul Caffé, ovvero dal prorogato Accordo internazionale del 1983 sul Caffé, sia dai governi invitati alle sessioni del Consiglio internazionale del Caffé tenute per la negoziazione del presente Accordo.

Articolo 39

Ratifica, accettazione o approvazione

1) Il presente Accordo è sottoposta alla ratifica, all'accettazione o all'approvazione dei governi firmatari, conformemente alle rispettive procedure costituzionali.

2) Fatti salvi i casi previsti all'Articolo 40, gli strumenti di ratifica, accettazione o approvazione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite entro e non oltre il 26 settembre 1994. Il Consiglio ha tuttavia facoltà di accordare proroghe dei termini ai governi firmatari che non siano in grado di depositare i loro strumenti anteriormente a tale data.

. Articolo 40
Entrata in vigore

1) Il presente Accordo entrerà in vigore a titolo definitivo il 1 ottobre 1994 sempre che, a tale data, governi rappresentanti almeno venti Membri esportatori che dispongano di almeno l'80% dei voti dei Membri esportatori ed almeno 10 Membri importatori che dispongano di almeno l'80% dei voti dei Membri importatori, secondo la ripartizione alla data del 26 settembre 1994, abbiano depositato i loro strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione. D'altra parte, l'Accordo entrerà definitivamente in vigore in qualsiasi momento dopo il 1 ottobre 1984, ove esso sia provvisoriamente in vigore, conformemente alle disposizioni del paragrafo 2 del presente articolo e siano soddisfatte le condizioni relative alla percentuale mediante deposito degli strumenti di ratifica, di accettazione o di approvazione.

2) L'Accordo può entrare in vigore a titolo provvisorio il 1 ottobre 1994. A tal fine, se un governo firmatario o qualsiasi altra Parte contraente dell'Accordo internazionale del 1983 sul caffè, così come prorogato, notifica al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, al quale la notizia dovrà pervenire entro e non oltre il 26 settembre 1994, il proprio impegno ad applicare le disposizioni del presente Accordo a titolo provvisorio, in conformità con le sue leggi ed i suoi regolamenti, e ad ottenere, con la celerità consentita dalla sua procedura costituzionale, la ratifica, l'accettazione o l'approvazione, la notifica avrà l'efficacia di uno strumento di ratifica, accettazione o approvazione. Un Governo che s'impegna ad applicare provvisoriamente le disposizioni del presente Accordo, secondo le sue leggi ed i suoi regolamenti, in attesa del deposito di uno strumento di ratifica di accettazione o di approvazione sarà considerato provvisoriamente parte dell'Accordo fino alla data più prossima fra le due seguenti: quella in cui avviene il deposito dello strumento di ratifica, accettazione o approvazione o il 31 dicembre 1994 incluso. Il Consiglio ha facoltà di accordare una proroga del termine entro il quale un governo che applichi provvisoriamente l'Accordo può depositare lo strumento di ratifica, accettazione o approvazione.

3) Qualora l'Accordo non sia entrato in vigore definitivamente o provvisoriamente il 1 ottobre 1994 conformemente alle disposizioni del paragrafo 1) o 2) del presente Articolo, i governi che hanno depositato strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione o trasmesso le notifiche in base alle quali s'impegnano ad applicare provvisoriamente le disposizioni dell'Accordo e ad ottenere la ratifica, l'accettazione o l'approvazione possono decidere di comune accordo che esso entrerà in vigore tra di loro. Analogamente, qualora l'Accordo sia entrato in vigore provvisoriamente, ma non definitivamente, il 31 dicembre 1994, i governi che hanno depositato strumenti di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, o trasmesso le notifiche di cui al paragrafo 2) nel presente Articolo possono decidere di comune accordo, che esso continuerà a rimanere provvisoriamente in vigore o entrerà definitivamente in vigore tra di loro.

Articolo 41**Adesione**

1) Il governo di ogni Stato Membro dell'Organizzazione delle Nazioni Unite o Membro di una delle sue istituzioni specializzate può aderire al presente Accordo alle condizioni stabilite dal Consiglio.

2) Gli strumenti di adesione saranno depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. L'adesione ha effetto al momento del deposito dello strumento.

Articolo 42**Riserve**

Nessuna delle disposizioni dell'Accordo può costituire oggetto di riserve.

Articolo 43**Applicazione a territori designati**

1) Ogni governo ha facoltà, all'atto della firma o del deposito del proprio strumento di ratifica, accettazione, approvazione, applicazione provvisoria o adesione, o in qualsiasi momento successivo, di notificare al Segretario generale della Organizzazione delle Nazioni Unite che il presente Accordo si applica a tale o tal altro dei territori di cui esso assicura la rappresentanza internazionale; l'Accordo si applica ai territori designati nella notifica, a decorrere dalla data di quest'ultima.

2) Ogni Parte contraente che desideri esercitare nei confronti di uno dei territori di cui detiene la rappresentanza internazionale il diritto ad essa conferito dall'articolo 5, o intenda autorizzare tale o tal altro di questi territori a far parte di un gruppo Membro costituito a norma dell'Articolo 6, può farlo trasmettendo al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite, sia all'atto del deposito del suo strumento di ratifica, accettazione, approvazione o adesione, sia in qualsiasi altro momento successivo, una notifica in tal senso.

3) Ogni Parte contraente che abbia effettuato la dichiarazione prevista al paragrafo 1) del presente articolo può in seguito notificare in qualsiasi momento al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che l'Accordo non è più applicabile ad un determinato territorio da essa designato; l'Accordo cessa dal produrre effetti nei confronti di tale territorio a decorrere dalla data della notifica.

4) Se un territorio al quale si applica il presente Accordo a norma del paragrafo 1) del presente Articolo diviene indipendente, il governo del nuovo Stato può entro 90 giorni dal suo accesso all'indipendenza, notificare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che esso assume i diritti e gli obblighi di una Parte contraente dell'Accordo. Esso diviene Parte contraente del presente Accordo a decorrere dalla data della notifica. Il Consiglio ha facoltà di accordare una proroga del termine prescritto per effettuare tale notifica.

Articolo 44

Recesso volontario

Ogni Parte contraente può in qualsiasi momento recedere dal presente Accordo notificando per iscritto il proprio recesso al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Il recesso prende effetto 90 giorni dopo la ricezione della notifica.

Articolo 45

Esclusione

Ove il Consiglio ritenga che un Membro abbia commesso un'infrazione agli obblighi derivanti dal presente Accordo e sia inoltre d'avviso che tale inadempienza intralci seriamente il funzionamento dell'Accordo, esso può, a maggioranza ripartita dei due terzi, escludere tale Membro dall'Organizzazione. Il Consiglio notifica immediatamente questa decisione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Novanta giorni dopo la decisione del Consiglio, tale Membro cessa di far parte dell'Organizzazione internazionale del Caffé e, qualora sia Parte contraente, di essere Parte dell'Accordo.

Articolo 46

Liquidazione dei conti in caso di recesso o di esclusione

1) In caso di recesso o di esclusione di un Membro, il Consiglio procede se del caso alla liquidazione dei conti. L'Organizzazione conserva le somme già versate da tale Membro, il quale è d'altra parte tenuto a corrispondere le somme di cui risulti debitore verso l'Organizzazione alla data effettiva del recesso o dell'esclusione; tuttavia, qualora si tratti di una Parte contraente che non possa accettare un emendamento e che, di conseguenza, cessa di essere Parte dell'Accordo in virtù del paragrafo 2) dell'Articolo 48, il Consiglio può liquidare i conti nel modo che lo riterrà più equo.

2) Il Membro che ha cessato di far parte del presente Accordo non ha diritto a nessuna quota del ricavo della liquidazione o degli altri averi dell'Organizzazione; ad esso non può nemmeno essere imputata alcuna quota dell'eventuale disavanzo dell'Organizzazione al momento della cessazione dell'Accordo.

Articolo 47

Durata, scadenza o risoluzione

1) Il presente Accordo rimane in vigore per un periodo di cinque anni fino al 30 Settembre 1999, a meno che non venga prorogato a norma del paragrafo 2) del presente Articolo, o risolto in forza del paragrafo 3) del presente Articolo.

2) Il Consiglio ha facoltà, con decisione adottata a maggioranza del 58% dei Membri che detengono almeno una maggioranza ripartita del 70% del totale dei voti, di decidere che il presente Accordo costituirà oggetto di nuovi negoziati o sarà prorogato, con o senza modifica, per il periodo che il Consiglio stesso determina. Qualora una Parte contraente o un territorio che è Membro o fa parte di un gruppo Membro non abbia notificato o fatto notificare al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite la sua accettazione del nuovo Accordo o dell'Accordo prorogato alla data in cui il nuovo Accordo o l'Accordo prorogato entra in vigore, tale Parte contraente o tale territorio cessa di far parte dell'Accordo a decorrere da tale data.

3) Il Consiglio, deliberando a maggioranza dei membri, comunque a maggioranza ripartita dei due terzi del totale dei voti, ha facoltà di risolvere in qualsiasi momento il presente Accordo. La risoluzione prende effetto a decorrere dalla data in cui il Consiglio delibera.

4) Nonostante la risoluzione dell'Accordo, il Consiglio continuerà a funzionare finché è necessario per liquidare l'Organizzazione, chiudere la contabilità e prendere le opportune disposizioni sugli averi; durante tale periodo, esso ha i poteri e le funzioni che possono rivelarsi necessari a tal fine.

Articolo 48

Emendamenti

1) Il Consiglio può, con decisione adottata a maggioranza ripartita dei due terzi, proporre alle Parti contraenti un emendamento al presente Accordo. Tale emendamento produce effetti cento giorni dopo che Parti contraenti rappresentanti almeno il 75% dei Membri esportatori che detengono come minimo l'85% dei voti dei Membri esportatori, e Parti contraenti rappresentanti almeno il 75 % dei Membri importatori che detengono come minimo l'80% dei voti dei Membri importatori, abbiano notificato la loro accettazione al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite. Il Consiglio fissa un termine entro il quale le Parti contraenti notificano al Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite che esse accettano l'emendamento. Qualora, allo scadere di tale termine le condizioni relative alla percentuale richiesta per l'entrata in vigore dell'emendamento non siano soddisfatte, quest'ultimo deve intendersi ritirato.

2) Qualora una Parte contraente o un territorio che è Membro o fa parte di un gruppo Membro non abbia notificato o fatto notificare la propria accettazione di un emendamento entro il termine stabilito dal Consiglio a tale effetto, tale Parte contraente o territorio cessa di essere parte dell'Accordo a decorrere dalla data di entrata in vigore dell'emendamento.

Articolo 49

Disposizioni supplementari e transitorie

1) Il presente Accordo va inteso come continuazione dell'Accordo internazionale del 1983 sul Caffé così come è stato prorogato.

2) Per facilitare l'applicazione ininterrotta dell'Accordo internazionale del 1983 sul Caffé:

a) tutte le misure adottate in virtù del prorogato Accordo internazionale del 1983 sul Caffé, che siano in vigore al 30 settembre 1994 e di cui non venga specificata la data di scadenza, rimangono in vigore, a meno che non siano modificate dalle disposizioni del presente Accordo;

b) tutte le decisioni che il Consiglio dovrà adottare nel corso dell'annata caffeearia 1993-1994 per essere applicate nel corso dell'annata caffeearia 1994-1995 verranno prese nel corso dell'annata caffeearia 1993-1994; esse saranno applicate a titolo provvisorio come se l'Accordo fosse già entrato in vigore.

Articolo 50

Testi dell'Accordo facente fede

I testi del presente Accordo in inglese, spagnolo, francese e portoghese fanno tutti ugualmente fede. Gli originali sono depositati presso il Segretario generale dell'Organizzazione delle Nazioni Unite.

IN FEDE DI CHE i sottoscritti, debitamente autorizzati a questo effetto dal rispettivo Governo, hanno firmato il presente Accordo alle date che figurano a fronte della loro firma.

